



# Conseil économique et social

Distr. générale  
18 décembre 1997  
Français  
Original: anglais

## L'économie mondiale au début de 1998

### Rapport du Secrétaire général

#### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Situation générale .....	1–26	2
A. L'austérité n'est pas la solution .....	7–17	3
1. Problème structurel .....	8–13	3
2. Problème immédiat .....	14–17	4
B. Commerce international .....	18–26	5
II. Pays développés : croissance et inflation faible .....	27–47	6
A. Persistance du chômage .....	31–33	7
B. Asthénie de l'économie japonaise .....	34–37	7
C. Composantes de la croissance économique .....	38–47	8
III. Pays en transition : une année charnière? .....	48–70	10
A. Des problèmes, mais aussi des progrès en Fédération de Russie et en Ukraine .....	51–57	11
B. Autres pays de la Communauté d'États indépendants .....	58–63	12
C. Europe centrale et orientale .....	64–70	12
IV. Pays en développement : croissance, réforme, crise financière .....	71–126	14
A. L'Afrique : Pourra-t-elle maintenir son rythme de croissance? .....	77–86	15
B. L'Amérique latine et les Caraïbes : reprise et réformes .....	87–98	17
C. L'Asie de l'Est : enracinement de la crise financière .....	99–109	18
D. L'Asie du Sud : vers une accélération de la croissance .....	110–113	20
E. La Chine : maintien du rythme de croissance et nouvelles réformes .....	114–118	20
F. L'Asie occidentale : vers la croissance à moyen terme .....	119–126	21
Annexe statistique .....		23

## I. Situation générale

1. Après un lent démarrage vers les années 90, l'économie mondiale a petit à petit trouvé sa «vitesse de croisière», à savoir un taux de croissance de 3 % par an, à partir de 1994. D'après les estimations, ce taux aurait été dépassé en 1997 et 1998 devrait encore être encore une année de croissance à 3 % (tableau 1)<sup>1</sup>. La tourmente financière qui se propage depuis les nouvelles économies de marché asiatiques risque fort de freiner la croissance de l'économie

mondiale, mais le ralentissement constaté dans les pays les plus gravement touchés et les conséquences pour leurs principaux partenaires commerciaux devraient être atténués par l'essor qui se confirme partout ailleurs. Il reste que, comme on ne peut prévoir ni la durée ni toutes les répercussions du bouleversement qui a balayé les certitudes des marchés financiers en 1997, les perspectives économiques globales sont particulièrement nébuleuses à l'heure actuelle.

Tableau 1  
**Croissance de la production mondiale<sup>a</sup>, 1981-1998**  
(Pourcentage annuel de variation)

	1981-1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 <sup>b</sup>	1998 <sup>c</sup>
Monde	2,8	0,8	1,8	1,4	3,0	2,5	3,0	3,2	3
Pays développés	2,9	0,7	1,6	0,8	2,7	2,1	2,4	2,6	2½
Pays en transition <sup>d</sup>	1,6	-8,1	-13,0	-9,2	-7,0	-1,1	-0,3	1,7	3¼
Pays en développement	2,4	3,3	5,1	5,2	5,6	4,6	5,7	5,7	5
<i>Pour mémoire :</i>									
Nombre de pays où la production par habitant augmente	106	70	75	67	96	107	120	120	131
Nombre de pays dans l'échantillon	127	128	142	143	143	143	143	143	143
Croissance de la production mondiale pondérée par les PPA <sup>e</sup>	3,1	1,2	2,2	2,4	3,7	3,4	3,8	4,1	4

Source :

Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

<sup>a</sup> Moyenne pondérée des taux nationaux de croissance du produit intérieur brut (PIB), les coefficients de pondération étant calculés sur la base du PIB aux prix et taux de change de 1993.

<sup>b</sup> Estimations préliminaires.

<sup>c</sup> Prévisions fondées en partie sur le projet LINK (Groupe de recherche internationale de créateurs de modèles économiques, ayant son siège au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies).

<sup>d</sup> Sur la base du PIB déclaré, qui sous-estime largement l'activité dans plusieurs pays.

<sup>e</sup> Autre méthode de pondération des taux de croissance nationaux du PIB fondée sur la notion de parité des pouvoirs d'achat (PPA) utilisée pour convertir en «dollars internationaux» le PIB exprimé en monnaie nationale [voir l'introduction à l'annexe – tableaux statistiques de *La situation économique et sociale dans le monde, 1997* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.97.II.C.1 et rectificatifs)].

2. Il est essentiel que le commerce mondial, qui tient une si grande place dans les stratégies économiques plus ouvertes adoptées aujourd'hui dans le monde entier, reste dynamique pour qu'il puisse y avoir un redressement véritable après les revers actuels. Le volume du commerce mondial a nettement progressé après son brusque déclin de 1996, avec un taux de croissance estimé à 9,4 % en 1997. Un taux de croissance de 7 % est prévu pour 1998 (tableau A.8).

3. En ce qui concerne les pays développés, 1997 aura été marqué par la relative atonie de l'économie japonaise et le dynamisme de celle des États-Unis. Les efforts demandés aux pays membres de l'Union européenne par les exigences de l'entrée dans l'Union économique et monétaire (UEM) en matière macroéconomique, en particulier pour ce qui a trait aux déficits budgétaires, ont limité la reprise et aggravé le chômage. De plus, l'incertitude qui entoure tant la mise en

place de l'UEM que les politiques qui y sont associées (politiques des taux de change et des taux d'intérêt et politiques macroéconomiques) suscite des hésitations chez les investisseurs. À la fin de 1997, toutefois, il semblait plus sûr que l'UEM serait établie à la date prévue et avec un plus grand nombre de pays participants, ce qui a dissipé en partie ces inquiétudes.

4. Pour l'ensemble des pays en développement, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), qui s'est situé à près de 6 % en 1997, a été moins tributaire qu'auparavant du dynamisme de l'Asie du Sud et de l'Est (tableau A.6). Alors que dans les régions de l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Asie de l'Ouest ce taux a été supérieur à 5 %, en Afrique il a régressé et est tombé à 3 % seulement. En 1998 cependant, il devrait y augmenter, sans pour autant dépasser les 4 %, tandis que les autres grandes régions connaîtront un fléchissement, ce qui devrait se traduire pour l'ensemble par un taux de croissance moyen de 5 %. Pour de nombreux pays, 1998 sera encore ou de nouveau une année d'ajustement. L'idée – l'espoir, pourrait-on dire – est que les ajustements, une fois menés à bien, permettront de réaliser et de maintenir durablement des taux de croissance plus élevés.

5. L'année 1997 aura peut-être marqué un tournant dans l'histoire des pays en transition, qui, en tant que groupe, commencent enfin à enregistrer une croissance. Pour un grand nombre d'entre eux, les perspectives de croissance sont encore fragiles – la Fédération de Russie en donne un important exemple – mais, d'une façon générale, elles existent. Il est certain que, sans les très nombreuses preuves d'une croissance économique apparues en cette fin de décennie, la confiance dans la direction suivie par la transition elle-même aurait été ébranlée.

6. Malgré une tendance favorable de la croissance économique, il y a eu aussi quelques aspects négatifs. Le brusque ralentissement économique de plusieurs pays en développement d'Asie du fait des crises financières locales est très préoccupant, de même que les difficultés que le Japon a éprouvées à surmonter les problèmes de son secteur financier et à parvenir à une expansion économique soutenue. En outre, les taux de chômage restent élevés dans de nombreuses régions du monde, même là où l'économie connaît une reprise ou une expansion importante et continue. Le chômage pose un problème particulièrement aigu dans de nombreux pays d'Europe occidentale, compte tenu surtout de la progression de l'emploi dans certains pays développés.

## A. L'austérité n'est pas la solution

7. Quelque chose ne va pas dans l'économie internationale : la communauté internationale a jugé nécessaire de consacrer plus de 100 milliards de dollars en moins de six mois à des programmes de sauvetage financier, tous destinés à trois pays à «nouvelles économies de marché»; par ailleurs, de nombreux pays ont vu leurs taux de change mis à mal et, dans plusieurs cas, vaincus par les forces du marché alors qu'avant la crise, un petit nombre d'entre eux seulement étaient censés avoir des difficultés macroéconomiques particulièrement graves. Enfin, même quand les perturbations des taux de change sont dues à des excès du secteur financier, c'est toute l'économie qui est pénalisée par la période d'austérité imposée par l'ajustement.

### 1. Problème structurel

8. Alors que les économistes ont des modèles théoriques et des règles empiriques pour déterminer ce qui constitue un déficit budgétaire ou un déficit des comptes extérieurs «insoutenable» pour un pays, la réalité immédiate nous apprend que les déficits «soutenables» sont ceux que les marchés ou les créanciers publics acceptent de financer, mais pas plus. Ainsi, un déficit du compte des opérations courantes représentant 5 % du PIB peut être soutenable aujourd'hui et ne plus l'être demain si les marchés veulent discréditer le pays. Les marchés peuvent tolérer de nombreuses politiques abusives un jour et n'en pardonner aucune le lendemain. De la même manière, un pays géré suivant «des principes rationnels» mais dont le secteur financier a quelques points faibles peut très bien perdre la confiance des marchés financiers.

9. Les marchés financiers internationaux déplacent des sommes énormes en se tablant sur des prévisions, par définition aléatoires. Il leur arrive de négliger des signaux d'alarme à leurs débuts, dans la croyance aveugle que le danger finira par passer et, plus tard, de retirer leurs fonds pour la simple raison qu'un autre investisseur l'a fait. Du fait de la nature même du système, certains flux financiers internationaux n'obéissent à aucune logique et reposent dans une large mesure sur le facteur psychologique, intangible, appelé la «confiance»; à l'heure actuelle, plusieurs pays en développement se retrouvent sans aucune défense face aux risques inhérents à ces flux financiers, donc aux graves conséquences d'une perte de la confiance des investisseurs.

10. La stratégie qui sous-tend les imposants programmes internationaux de sauvetage appliqués aux pays asiatiques en 1997 consiste essentiellement à restaurer aussi vite que possible la confiance que les marchés ont perdue et ce, à coup de démonstrations de la ferme volonté des pays de procéder à des réformes, notamment à des ajustements radicaux dans les domaines budgétaire et monétaire et dans celui des taux de change, au financement desquels la communauté interna-

tionale consacre des sommes considérables. Cette stratégie avait été appliquée au Mexique et à l'Argentine en 1995, avec succès en ce sens que la confiance des marchés est revenue rapidement, encore qu'au coût de restrictions économiques draconiennes, qui n'ont toutefois pas duré longtemps, et d'une croissance considérable du chômage.

11. Il est certes indispensable de restaurer rapidement la confiance, et le mode de pensée actuel tient pour établi qu'un ensemble de mesures courantes y parvient obligatoirement. Quel que soit le fait ou l'échec à l'origine de la crise financière, tous les pays qui procèdent à des ajustements appliquent la même formule. Un pays ayant un déficit courant très important mais un déficit budgétaire et un taux d'endettement public faibles sera ainsi amené à adopter un programme d'ajustement qui vise autant à inverser la position du budget et à le rendre excédentaire qu'à rééquilibrer les comptes extérieurs, alors que le gouvernement voudrait peut-être profiter de l'occasion donnée par la crise pour modifier les affectations budgétaires et éliminer les dépenses inutiles du point de vue social et du point de vue du développement pour augmenter les sommes affectées à d'autres postes de dépense, jugés essentiels. Il s'agirait d'améliorer la gestion tant du secteur public que du secteur privé. L'austérité en elle-même – et, en particulier, la compression des dépenses publiques – n'est pas le remède à tous les maux économiques. Or, il n'est pas évident que les marchés financiers le comprennent.

12. Cette stratégie adoptée sur le plan international vise aussi à circonscrire les risques de contagion. Comme les institutions financières locales empruntent souvent des sommes considérables auprès des banques et des marchés internationaux, les institutions sources de fonds risquent d'être touchées aussi par la maladie. Pour le moment, les yeux sont surtout fixés sur les institutions japonaises, dont certaines présentent de graves insuffisances. Depuis le début des années 80, où les grandes banques mondiales se sont trouvées sans recours face à des pays en développement fortement endettés, on n'avait jamais envisagé aussi sérieusement l'éventualité d'une transmission des crises des pays en développement aux réseaux financiers des pays développés. Il était donc indispensable que la stratégie actuelle protège le réseau financier international contre cette nouvelle menace.

13. Autrement dit, par le biais de cette stratégie, on cherche à la fois à aider les pays à surmonter leurs crises financières internes et à protéger le réseau des grands flux financiers internationaux. Alors que la crise est déjà bien avancée, que plusieurs pays n'ont plus accès aux ressources et que la sécurité d'un nombre encore plus grand de pays est compromise, aucune autre solution ne se présente. Toutefois, il semble que des questions plus graves, touchant à la nature même du système puisqu'elles ont trait au caractère chan-

geant du financement international et à la manière dont les pays s'insèrent dans le réseau financier mondial, doivent être revues à la lumière des événements récents.

## 2. Problème immédiat

14. L'un des effets de l'ajustement imposé par le retrait des financements internationaux est de réduire tout déficit éventuel des comptes extérieurs d'un pays, puisque les importations diminuent en raison de la dépréciation de la monnaie et que l'inflation et les mesures de restriction empêchent le revenu réel et la demande réelle de croître. Pourtant, des économies en pleine croissance ont des besoins accrus en matière d'importations. Il s'agit donc pour les pays en cause d'accroître rapidement les exportations et, partant, les recettes en devises, pour pouvoir faire face à la fois à la facture des importations et au service de la dette extérieure.

15. C'est pourquoi certains craignent des afflux massifs d'exportations en provenance de pays procédant à des ajustements, ceux-ci risquant alors de se faire aux dépens de la main-d'oeuvre des pays développés, dont les produits ne pourraient pas concurrencer un surcroît d'importations à bas prix. Cette crainte semble exagérée, surtout dans les pays développés où l'emploi dans son ensemble connaît une forte croissance. Néanmoins, les secteurs où la concurrence avec les importations existe peuvent sentir que cette concurrence s'intensifie, comme chaque fois que les monnaies des fournisseurs étrangers connaissent des variations de taux de change destinées à corriger certains déséquilibres. Si de telles inquiétudes trouvaient toutefois un tremplin politique, elles pourraient amener des pays développés à élever des barrières pour se protéger contre ces importations. Cette mesure non seulement freinerait l'ajustement des pays en développement et prolongerait la période des sévères restrictions des importations mais, de plus, ne ferait que retarder, sans pouvoir l'empêcher, la régression d'une industrie sur son déclin. En effet, quelles que soient les circonstances, il est inévitable que la main-d'oeuvre quitte des secteurs en baisse qui ne sont plus compétitifs pour des secteurs en expansion. Le rôle par excellence d'un gouvernement est de faciliter et d'accélérer autant que possible cette transition et d'éviter les risques de perturbations sociales et non de fuir cette responsabilité en adoptant des palliatifs.

16. La crise actuelle a fait clairement apparaître l'une des incidences à l'échelle mondiale des politiques adoptées par les principaux pays développés. Dès qu'une inflation se déclare dans un de ces pays, la réaction de ses autorités monétaires sera d'élever rapidement les taux d'intérêt afin de freiner la demande. Dans les pays en développement, soit les gouvernements augmenteront les taux d'intérêt en conséquence, soit les taux de change subiront une nouvelle baisse

car les investisseurs chercheront des taux d'intérêt plus rentables à l'étranger, ce qui se traduira dans les deux cas par une menace de récession, sans compter l'augmentation du service de la dette extérieure. Les gouvernements réagiront en s'employant énergiquement à développer les exportations et à réduire les importations, notamment celles en provenance des pays développés. On voit donc qu'aujourd'hui, il faut prendre en compte les retombées aussi bien mondiales qu'intérieures des politiques monétaires adoptées par les grandes économies.

17. Toutefois, un élément supplémentaire entre en jeu à l'heure actuelle. Le fait que, depuis peu, l'inflation est faible dans les principaux pays développés et devrait en principe le rester laisse une nouvelle marge de manoeuvre à leurs responsables dans le choix des politiques monétaires. Ils ne sont plus tenus d'élever systématiquement les taux d'intérêt quand l'inflation menace mais peuvent attendre que la crise passe. Si, à mesure que l'année 1998 avance, ils sont incertains quant à la nécessité ou non de serrer les vis, les conséquences de leurs décisions à l'échelle mondiale devraient les inciter à la patience.

## B. Commerce international

18. L'étude du comportement des échanges internationaux et des flux financiers fait partie intégrante des estimations et prévisions économiques mondiales, objet des paragraphes suivants. Si les flux financiers internationaux se sont révélés aussi irréguliers qu'abondants, les échanges internationaux ont suivi une courbe généralement ascendante, en particulier pour ce qui est des produits manufacturés. Les échanges de produits de base ont été moins dynamiques et plus irréguliers, ainsi qu'en témoigne l'évolution de leurs cours.

19. Comme plus des deux tiers des échanges mondiaux sont à mettre à l'actif des pays développés, l'accélération de la croissance enregistrée en 1997 et le ralentissement prévu pour 1998 reflètent en grande partie les tendances observées dans ces pays (tableau A.8). L'essor considérable pris par les échanges internationaux en 1997 est imputable en grande partie au taux de croissance à deux chiffres des importations des États-Unis, alimenté par une forte croissance des revenus et la hausse du taux de change moyen du dollar, auxquels il faut ajouter une modeste reprise des importations du Japon et de l'Europe occidentale (tableau A.8). En outre, d'après les estimations, le volume des importations aurait progressé de 10 % ou plus au Canada et en Australie, dans plusieurs pays d'Amérique latine (en particulier l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela), en Pologne et en Turquie. Les pays d'Asie ont aussi apporté leur contribution grâce à leurs

importations traditionnellement élevées, pour l'essentiel pendant le premier semestre seulement pour les pays d'Asie de l'Est, tandis que les importations des pays africains ont progressé à un rythme modéré<sup>2</sup>.

20. Les exportations en provenance des États-Unis ont connu une forte expansion visant à répondre à une demande accrue émanant de plusieurs de ces pays et régions. Le volume des exportations du Japon est monté en flèche, les États-Unis ayant été pour elles un marché considérable, de même qu'une destination importante pour les exportations européennes, asiatiques et latino-américaines.

21. En 1998, la croissance de la demande mondiale d'importations devrait être mieux répartie, grâce à une modération de l'afflux massif d'importations aux États-Unis et à un léger accroissement des importations du Japon. La croissance des importations en Asie de l'Est et en Amérique latine se ralentira malgré une forte augmentation des importations de la Chine et de l'Inde, ce qui, combiné à un ralentissement des importations de l'Afrique, devrait ramener à 7¾ % le taux de croissance des importations des pays en développement.

22. Les prévisions relatives à la demande d'importations déterminent dans les grandes lignes les perspectives des exportations en 1998. La très forte baisse prévue pour les exportations du Japon répond aux tendances de ses principaux marchés, à savoir les économies asiatiques procédant à des ajustements et les destinations au-delà du Pacifique où la croissance des importations se ralentit aussi. Les mêmes considérations s'appliquent aux exportations des États-Unis et de l'Europe. Parallèlement, les importantes dévaluations des monnaies des pays de l'Asie de l'Est et le fait que ces pays ont impérativement besoin d'exporter devraient les aider à augmenter leurs exportations, au moins en dehors de la région.

23. Pour les pays dont l'économie est tributaire des cours internationaux des produits de base, 1997 n'a pas été une bonne année, en particulier lorsque les cours étaient libellés en dollars des États-Unis. L'indice en dollar des cours des produits de base non pétroliers exportés par les pays en développement a chuté de près de 1 % au cours des trois premiers trimestres de 1997 (tableau A.9). Cependant, comme le dollar s'est apprécié par rapport aux autres grandes monnaies, son pouvoir d'achat a augmenté de manière générale. On peut constater l'incidence de cette augmentation sur les cours des produits de base en utilisant un panier de devises. Calculé en droits de tirage spéciaux (DTS), l'indice comparable des cours des produits de base s'est élevé de 3,6 %.

24. La hausse la plus spectaculaire enregistrée en 1997 a été celle des cours des produits tropicaux destinés à la

fabrication de boissons. Les cours du café et du thé sont montés en flèche pendant le premier semestre en raison d'un fort accroissement de la demande mondiale et de difficultés au niveau de l'offre dans de grands pays producteurs d'Amérique latine. Si la progression des cours du cacao a été plus modérée, elle devrait se poursuivre en 1998, alors qu'on s'attend à ce que les cours du thé et du café perdent la plus grande partie de ce qu'ils ont gagné en 1997. Dans le groupe des minéraux et des métaux, les cours de l'aluminium et du cuivre sont remontés, après d'importants reculs en 1996, tandis que ceux du zinc ont beaucoup augmenté en raison d'un accroissement inattendu de la demande et de l'insuffisance des stocks dans les pays industrialisés. Les cours du cuivre devraient de nouveau baisser en 1998, mais ceux des autres minéraux et métaux varieront peu. On prévoit que la baisse générale qui a touché les cours des autres produits de base en 1997 se poursuivra en 1998, quoique les prévisions soient particulièrement incertaines, la production agricole mondiale risquant d'être totalement désorganisée par les anomalies climatiques dues à El Niño.

25. Les cours internationaux moyens du pétrole brut ont chuté d'environ 8 % en 1997, se situant en moyenne à 18,50 dollars le baril. Les marchés pétroliers se trouvent en équilibre instable maintenant que l'hiver approche dans l'hémisphère nord. Alors que l'offre n'a jamais été aussi abondante et continue de croître, elle n'a pas suivi le rythme de la demande et il reste dans le monde entier très peu de capacité de production exploitable non utilisée. En conséquence, la plus petite rupture de l'offre peut déclencher une nouvelle série de hausses des cours.

26. Les exportations de l'Iraq, restant en quantités limitées, ne devraient pas faire baisser les cours de façon significative, en particulier dans les mois qui viennent. En dehors de toute rupture importante de l'offre et en supposant que les exportations de l'Iraq resteront à leur niveau de 1997, les cours devraient se maintenir en 1998 entre 17 dollars et 20 dollars le baril, et se situer en moyenne autour de 18 dollars pour l'année.

## II. Pays développés : croissance et inflation faible

27. Les résultats économiques récents des pays développés sont, dans l'ensemble, de nature à satisfaire les responsables. Dans la plupart des pays, la croissance économique s'est maintenue ou accélérée et l'inflation a été faible. Toutefois, sur le plan macroéconomique, il y a eu deux ombres au tableau : premièrement, le peu de progrès accomplis en matière de réduction d'un chômage excessif, surtout en

Europe et, deuxièmement, les difficultés qu'a eues le Japon à retrouver un taux de croissance satisfaisant et stable. Dans les deux cas, les impératifs liés aux politiques macroéconomiques et structurelles ont été prépondérants.

28. Dans l'ensemble, la croissance des pays développés est relativement soutenue : en 1997, le PIB a augmenté de 3 % ou plus dans 11 pays (Australie, Canada, Espagne, États-Unis, Finlande, Grèce, Irlande, Malte, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et n'a diminué nulle part. Quatre pays devraient venir s'ajouter à la liste en 1998 (Danemark, France, Nouvelle-Zélande et Suède), mais on s'attend à ce que la croissance retombe à environ 2,5 % aux États-Unis et au Royaume-Uni (voir tableau A.1). Toutefois, dans ces deux pays, de gros progrès ont été accomplis en matière de réduction du chômage, et la situation devrait continuer de s'améliorer en 1998 malgré le ralentissement de la croissance (voir tableau A.4).

29. La faiblesse des taux d'inflation est remarquable étant donné que la phase d'expansion du cycle économique de plusieurs pays est déjà très avancée. Dans les pays développés, les prix à la consommation n'ont augmenté que de 2 % en moyenne en 1997. Le taux d'inflation moyen pour ces pays n'a jamais été aussi bas depuis 1961, et on s'attend à ce qu'il se maintienne au même niveau en 1998 (voir tableau A.3). C'est surtout grâce à l'application déterminée et suivie de politiques de stabilité des prix que l'inflation a été aussi faible, même si un accroissement de la productivité, en partie lié à une intensification de la concurrence à l'échelle mondiale, semble aussi avoir contribué à limiter la hausse des prix.

30. La croissance économique a principalement été stimulée par des conditions financières favorables. Les taux d'intérêt ont considérablement baissé ces deux dernières années, ce qui a en partie compensé les effets de mesures suivies d'assainissement des finances publiques. En outre, les variations des taux de change ont en général été en phase avec la situation conjoncturelle des principales puissances économiques. Ainsi, les cours du dollar et de la livre sterling ont monté sur les marchés des changes en 1997, ce qui a protégé les États-Unis et le Royaume-Uni de la surchauffe. Par ailleurs, la dépréciation du deutsche mark et du yen a stimulé la croissance en Europe continentale et empêché la situation économique de continuer à se dégrader au Japon.

### A. Persistance du chômage

31. La poursuite de l'expansion économique n'aura probablement que peu d'effet sur le chômage en 1998. On s'attend, en particulier, à ce que l'Union européenne enregistre pour

la sixième année consécutive un taux de chômage dépassant 10 % (voir tableau A.4). En Allemagne, en France et en Italie, les taux de chômage sont proches de ce qu'ils étaient après la deuxième guerre mondiale et, en dépit des prévisions annonçant une reprise de la croissance, seules des améliorations marginales sont attendues, le chômage étant essentiellement de nature structurelle. En outre, là où la croissance est alimentée par les exportations, en Allemagne et en Italie surtout, elle pourrait, tout en suscitant une modeste réduction du taux de chômage global, exacerber encore les disparités régionales, les industries d'exportation étant moins développées dans les régions moins avancées.

32. Le 21 novembre 1997, les dirigeants de l'Union européenne ont tenu à Luxembourg un sommet pour l'emploi, au cours duquel ils ont adopté une nouvelle stratégie de lutte contre le chômage fondée sur des directives ou objectifs communs de création d'emplois. Les directives seront intégrées à des plans d'action nationaux soumis chaque année à un examen collégial, selon la méthode suivie avec succès pour favoriser la réduction des déficits budgétaires et de l'inflation en prévision de l'union économique et monétaire. Les plans d'action nationaux seront présentés lors d'un sommet de l'Union européenne qui se tiendra à Cardiff en juin 1998, le premier examen collégial devant avoir lieu à Vienne six mois plus tard. En outre, la Banque européenne d'investissement mobilisera au cours des trois prochaines années un montant supplémentaire de 11,4 milliards de dollars destiné à favoriser la création et le développement de petites et moyennes entreprises et de sociétés spécialisées dans les nouvelles technologies, ainsi que pour financer des projets à fort coefficient de main-d'oeuvre dans le secteur tertiaire. Selon la Commission européenne, ces mesures, combinées à une accélération de la croissance économique, permettraient de créer 12 millions d'emplois en cinq ans et de ramener le taux de chômage à 7 % environ au sein de l'Union.

33. Il s'agit là d'une initiative importante. Certains pays développés ont enregistré des taux de chômage inférieur à 5 % sans subir de réelle pression inflationniste, ce qui semble indiquer qu'une baisse considérable et durable du chômage est possible au sein de l'Union européenne et dans d'autres pays développés. Les «vérités» communément admises quant au taux de chômage «nécessaire» pour préserver la stabilité macroéconomique d'un pays semblent avoir beaucoup perdu de leur autorité. La décision de réduire la masse monétaire en prévision de l'inflation et avant que la hausse des prix ne s'accélère, fondée sur des notions économiques dépassées, pourrait s'avérer coûteuse. Chaque cas doit être étudié séparément, compte tenu des circonstances nationales.

## B. Asthénie de l'économie japonaise

34. La croissance économique du Japon, deuxième puissance économique mondiale et grande puissance commerciale, n'a été en moyenne que de 1 % ces six dernières années, alors qu'elle avoisinait les 4 % tout au long des années 80. En 1996, la relance semblait bien engagée, mais elle s'est essoufflée en 1997. Le Japon est aussi un important créancier et joue un rôle décisif dans le système financier mondial. Or, sa structure financière a été mise à rude épreuve du fait des risques excessifs pris pendant de la période d'euphorie et de spéculation qui a marqué son économie à la fin des années 80 et a gagné d'autres pays les années suivantes. En outre, de nombreux prêts consentis lorsqu'une reprise de la croissance semblait probable se sont avérés, le marasme persistant, plus risqués qu'ils ne paraissaient. Le système financier japonais ne risque certes pas de s'effondrer, mais une période de restructuration et de rigueur monétaire est inévitable.

35. L'économie japonaise pourrait entamer une modeste reprise en 1998, mais cela n'est pas certain. Tout d'abord, les ajustements opérés par certains grands partenaires commerciaux du Japon en Asie pourraient être plus profonds que prévu, ce qui ralentirait encore les exportations japonaises. Deuxièmement, si le bilan des banques commerciales continue à se détériorer en raison de nouveaux problèmes internes ou externes, le crédit pourrait se raréfier davantage. Dans ce cas, le risque d'asphyxie deviendrait plus réel encore pour les petites et moyennes entreprises, qui éprouvent déjà des difficultés à obtenir des prêts. Troisièmement, si les consommateurs dépensent moins qu'espéré, tant les grandes sociétés que les petites pourraient décider de réduire encore leurs investissements.

36. Ces circonstances ont rendu très difficile la formulation de politiques macroéconomiques. La Banque du Japon maintient sa politique d'aisance monétaire : le taux d'escompte officiel, actuellement de 0,5 %, n'a jamais été aussi bas. Cette stratégie ne lui a cependant pas permis de relancer la croissance, les liquidités supplémentaires dégagées par le faible niveau des taux d'intérêt étant placées à l'étranger à de meilleurs taux plutôt que réinjectées dans l'économie nationale. Pour relancer l'économie, il semble que des mesures d'incitation fiscale s'imposent, sous une forme ou une autre : réduction des impôts, augmentation des dépenses publiques, ou combinaison des deux. Cependant, soucieux de maintenir la dette publique dans des limites acceptables, le Gouvernement a adopté une politique de rigueur budgétaire. C'est dans ce contexte qu'il a annoncé, le 18 novembre 1997, un train de 120 mesures axées sur le changement structurel, et consistant notamment à déréglementer les télécommunications, le secteur financier et les transports. Un

assouplissement de la réglementation relative à l'utilisation des sols et la possibilité d'émettre des titres fonciers stimuleraient le marché immobilier. Le Gouvernement a fait valoir que de telles mesures, si elles ne tenaient pas de la relance budgétaire au sens strict, accéléreraient sensiblement la croissance à moyen ou à long terme.

37. Quelques jours après l'annonce de ces mesures, la crise s'aggravant dans le secteur financier, le Gouvernement semble enfin s'être rendu à l'évidence : il lui faudrait, d'une façon ou d'une autre, utiliser des fonds publics pour venir en aide au secteur financier. Début décembre, tout en restant décidé à ramener le déficit budgétaire combiné de l'État et des collectivités locales à 3 % du PIB d'ici à 2003, il s'efforçait d'élaborer un nouveau plan de sauvetage et cherchait le moyen de le financer. Le marché, démoralisé par les événements de la seconde moitié de 1997, n'attendait que l'adoption de politiques plus efficaces. L'idée d'une réduction des impôts avait été lancée dans différents milieux. Comme on l'a fait valoir dans *La situation économique et sociale dans le monde, 1997*<sup>3</sup>, les gouvernements doivent être conscients du fait que réduction brutale des déficits budgétaires peut avoir des coûts économiques et sociaux élevés et n'est peut-être même pas indiquée au nom d'une rigueur budgétaire effectivement nécessaire à moyen terme.

### C. Composantes de la croissance économique

38. Le Japon a été le principal, mais non le seul pays développé dont la croissance économique ne s'est pas accélérée en 1997 (voir au tableau A.1 les estimations et prévisions pour chaque pays). La principale cause de ce fléchissement a été la quasi-stagnation de la consommation privée, due notamment à l'augmentation des taxes à la consommation en avril 1997 et à la suppression des exonérations spéciales, ainsi qu'à l'augmentation des cotisations des contribuables au système de santé public. Ces mesures conjuguées se sont soldées par une réduction des dépenses d'un montant équivalent à environ 1,8 % du PIB. De surcroît, la confiance des consommateurs a été ébranlée par l'effondrement de plusieurs institutions financières de renom. Les investissements privés non résidentiels, très satisfaisants au début de l'année, ont souffert de la langueur de la consommation. Par ailleurs, plusieurs programmes d'investissement public sont arrivés à leur terme. Le seul stimulant de la croissance a été le secteur extérieur, du fait de la dépréciation du yen par rapport au dollar et de la croissance importante de la demande émanant d'autres pays développés, ainsi que, jusqu'au milieu de l'année, de pays d'Asie de l'Est. La hausse

du volume des exportations a entraîné une nouvelle augmentation de l'excédent commercial japonais (voir tableau A.8).

39. Aux États-Unis, en revanche, la bonne santé du marché de l'emploi a suscité une hausse des dépenses de consommation dans les secteurs des biens durables et du logement. En outre, après un ralentissement vers la fin de 1996, les investissements des entreprises ont connu une belle reprise au cours de l'année, alimentée par une accélération de l'activité, des capacités de production très sollicitées et de bonnes conditions de crédit. Contrairement à ce qui s'est produit au début de la reprise, les dépenses en capital se sont réparties assez uniformément entre l'équipement de pointe, le matériel plus traditionnel et les nouvelles installations. Cependant, on s'attend à ce qu'en 1998, la dynamique conjoncturelle commence à s'essouffler lorsque la croissance des investissements ralentira. La demande des consommateurs pourrait se maintenir plus longtemps car il est peu probable que les conditions du marché de l'emploi se détériorent de façon significative dans un avenir proche. Toutefois, la nervosité récente du marché boursier pourrait amener certains consommateurs à limiter leurs dépenses. Par ailleurs, les exportations américaines pourraient être mises à mal par la tourmente qui secoue l'Asie du Sud-Est.

40. Malgré une solide croissance des revenus et un marché du travail robuste, le taux d'inflation reste faible aux États-Unis. Il est très inhabituel d'enregistrer d'aussi bonnes conditions d'inflation après une longue période de forte expansion économique. Malgré une reprise de la hausse des salaires, le coût unitaire de la main-d'œuvre (qui représente les deux tiers des coûts de production) n'a augmenté que de 1,3 % par an, taux à peu près égal à celui de la croissance de la productivité. La baisse du prix des importations, due à la force du dollar, a également contribué à juguler l'inflation. Dans ce contexte, il ne faut s'attendre à aucun durcissement véritable de la politique monétaire des États-Unis en 1998. En outre, l'État fédéral a pratiquement résorbé son déficit budgétaire en 1997, grâce notamment à une augmentation des recettes fiscales liée à la croissance. La politique budgétaire n'aura pas à se durcir à court terme, et il y aura même des réductions d'impôts en 1998.

41. L'économie canadienne, qui connaît depuis la mi-1996 une croissance annuelle nettement supérieure à 3 %, ne donne aucun signe de ralentissement. L'activité économique est stimulée par des taux d'intérêt plus faibles qu'ils ne l'ont été depuis plus de 30 ans – même s'ils ont été progressivement relevés en 1997 – et par une forte demande extérieure. En dépit de la croissance, l'inflation reste inférieure à 2 %, les capacités de production demeurant assez loin d'être pleinement utilisées. On peut cependant s'attendre à un léger resserrement monétaire en 1998. En revanche, la politique



budgétaire pourrait s'assouplir, car la croissance aide le Gouvernement à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés en matière de réduction du déficit. Toutefois, jusqu'à présent, la reprise de la croissance n'a suscité qu'une diminution modeste et lente du taux de chômage, en raison notamment du retour sur le marché du travail d'un grand nombre de travailleurs à qui la situation a redonné espoir.

42. L'économie australienne semble bien partie pour atteindre un taux de croissance de près de 4 % en 1998. Les investissements privés, stimulés par une baisse des taux d'intérêt, sont le principal moteur de l'expansion. Un durcissement de la politique budgétaire a limité l'expansion de l'activité économique en 1997 mais a contribué à ramener l'inflation à un taux proche de 0,5 %. Malgré une longue phase d'expansion qui dure depuis 1991, le taux de chômage reste supérieur à 8 % et on ne s'attend pas à ce qu'il diminue beaucoup en 1998. En Nouvelle-Zélande aussi, la croissance économique devrait s'accélérer et atteindre 3,5 % en 1998; en 1997, elle n'a été que de 1,5 %, taux bien inférieur à son potentiel. Un assouplissement considérable de la politique budgétaire et une baisse du taux de change stimuleront l'économie.

43. En Europe occidentale, la reprise s'accélère et se généralise. La croissance repose sur des politiques monétaires favorables, des taux de change plus compétitifs et une forte demande extérieure, ainsi que sur une certitude croissante quant à la concrétisation de l'union économique et monétaire. Depuis un certain temps, plusieurs petits pays d'Europe connaissent une expansion plus rapide que leurs grands voisins. La vitalité du secteur des exportations a favorisé la création d'emplois et suscité une augmentation des investissements intérieurs et des dépenses de consommation au Danemark, en Espagne, en Finlande, en Irlande, en Norvège, aux Pays-Bas et au Portugal. En Grèce, la croissance, robuste, tient surtout aux investissements publics et privés, les premiers étant pour une bonne partie financés au moyen de subventions de l'Union européenne. La reprise devrait s'accélérer en Allemagne, en France et en Italie, ce qui donnera une impulsion supplémentaire à l'économie de ces pays, mais aussi à celle, encore un peu atone, de l'Autriche, de la Belgique, de la Suède et, surtout, de la Suisse. Entre 1990 et 1996, la Suisse a été le seul pays développé à n'enregistrer aucune croissance. Toutefois, depuis le début de 1997, son économie se ranime progressivement.

44. L'économie britannique a connu une croissance nettement supérieure à 3 % en 1997, cinquième année d'expansion pour le pays. À l'origine de cette croissance se trouve la demande des consommateurs, stimulée par un recul du chômage, une hausse des salaires réels et des revenus et

une reprise du marché immobilier. Conjuguées à de solides investissements, les dépenses des consommateurs ont largement compensé l'effet de freinage résultant de la réduction des dépenses publiques et de l'accroissement du déficit commercial. En 1998, la croissance de l'activité économique devrait se ralentir pour des raisons liées à la politique économique (hausse du coût du crédit et augmentation des impôts) et à la détérioration de la balance commerciale nette (la valeur réelle effective de la livre sterling a augmenté d'environ 20 % entre fin 1995 et fin 1997 et la demande interne reste plus dynamique que les marchés d'exportation). Il est cependant à craindre que le net resserrement monétaire de 1997 (de 6 % en mai 1996, la Banque d'Angleterre a porté le taux d'intérêt à 7,25 % en novembre 1997), conjugué à la poursuite d'une politique de rigueur budgétaire et aux répercussions tardives de la hausse du cours de la livre sterling, ne ralentisse exagérément la croissance.

45. En Allemagne et en France, l'économie s'est redressée en 1997 (voir tableau A.2) et devrait continuer sur sa lancée en 1998. Ce sont les exportations, stimulées par la dépréciation des deux monnaies nationales vis-à-vis du dollar, qui ont été à l'origine de ce mieux. En revanche, la demande interne a manqué de dynamisme et le taux de chômage demeure exceptionnellement élevé; c'est pourquoi, malgré une certaine accélération de l'investissement, il n'est pas encore possible de parler de reprise durable et auto-entretenu de la croissance. Dans l'ensemble, la reprise devrait être graduelle et assez modeste dans les deux pays, l'austérité budgétaire demeurant à l'ordre du jour, tout au moins à court terme, et les taux d'intérêt augmentant vraisemblablement, quoique modérément. Cette dernière mesure sera pratiquement obligatoire pour les pays qui adhéreront à l'union économique et monétaire, qui suppose une harmonisation des taux au début 1999.

46. En Italie, la reprise n'a pas été aussi marquée qu'en Allemagne et en France. C'est surtout la politique d'austérité adoptée afin de ramener le déficit budgétaire à 3 % du PIB, selon les critères de Maastricht, qui a amorti la demande. Par ailleurs, malgré une baisse des taux d'intérêt, la politique monétaire est demeurée rigoureuse, ce qui a mis un frein à la croissance des exportations. On s'attend à une redynamisation progressive de l'activité économique en 1998. Les principaux facteurs de reprise de la croissance devraient être l'essor des exportations et l'augmentation du volume des investissements. La demande externe devrait croître au fur et à mesure que la croissance s'accélère dans le reste de l'Europe occidentale et que l'effet déprimant de la hausse des taux de change s'estompe. Une accélération de la croissance des exportations, conjuguée à une baisse des taux d'intérêt,

devrait stimuler les investissements en capital fixe. Les dépenses des consommateurs demeureront assez modestes, mais pourraient augmenter un peu plus qu'en 1997. L'austérité budgétaire restera de mise, en vue de l'application des critères de Maastricht. Malgré une croissance plus vive, l'inflation, dont le taux moyen est passé de 5,3 % en 1995 à environ 1,5 % à la fin 1997, devrait rester faible en raison de la lourdeur de la conjoncture et de la rigueur de la politique monétaire.

47. Dans l'ensemble, l'inflation très modérée qui accompagne jusqu'à présent l'accélération de la croissance et les efforts décidés des responsables pour stabiliser durablement l'économie ont montré le bien-fondé des politiques monétaires des pays développés. Le spectre de l'inflation s'étant éloigné, certaines banques centrales ont maintenu des politiques monétaires relativement souples plus longtemps qu'elles n'auraient jugé raisonnable de le faire il y a quelques années encore; sauf dans quelques cas exceptionnels, il ne devrait pas s'avérer nécessaire de resserrer sensiblement le crédit, tout au moins dans un avenir proche. On peut s'attendre au maintien de politiques monétaires favorisant une expansion modérée, un resserrement demeurant toutefois possible en cas d'emballlement de l'économie dans un pays ou l'autre. La volonté d'assainir les finances publiques s'est traduite par une réduction considérable des déficits budgétaires dans la plupart des pays développés. La maîtrise des finances publiques et l'accélération de la croissance économique favorisant une nouvelle diminution des déficits, les politiques budgétaires devraient se faire moins rigoureuses dans ces pays.

### III.

## Pays en transition : une année

### charnière?

48. En 1997, la production a augmenté dans les pays en transition pour la première fois depuis le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché. Certes, la croissance n'a été que de 1,5 %, mais ce chiffre prend toute sa signification quand on le compare à la baisse de 10 % par an en moyenne enregistrée pendant les pires années de régression économique, soit de 1991 à 1993 (voir tableau A.5). Tous les pays en transition n'ont pas connu d'expansion économique en 1997, et certains n'ont enregistré qu'une croissance très modeste, mais une douzaine d'entre eux ont

gagné au moins 4 %. En outre, on s'attend à ce que la croissance s'accélère dans pratiquement tous les pays en 1998 et à ce que la production augmente, dans l'ensemble, de plus de 3 %.

49. Toutefois, dans la plupart des cas, la croissance reste fragile et les perspectives sont très incertaines<sup>4</sup>. L'inflation a été, dans l'ensemble, jugulée et ramenée à un niveau tolérable, mais les prix ne jouent pas encore un rôle aussi déterminant que dans la plupart des autres pays à économie de marché, les méthodes de gestion et les structures décisionnelles des entreprises étant encore en phase de transition.

50. Le fait qu'en 1997, la Commission européenne ait indiqué au Conseil européen que l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie étaient les pays en transition les mieux placés pour entreprendre dans un avenir proche des négociations relatives à leur accession à l'Union européenne est cependant significatif des progrès accomplis par ces pays. On s'est demandé si d'autres pays auraient pu être ajoutés à la liste, mais il faut savoir qu'aucun pays en transition ne fonctionne encore comme un pays à économie de marché à part entière et que certains n'ont encore fait que les premiers pas dans cette direction. Il faudra donc encore plusieurs années avant que l'on puisse affirmer avec assurance que 1997 a marqué un tournant dans le processus de transition.

### A. Des problèmes, mais aussi des progrès en Fédération de Russie et en Ukraine

51. Des événements importants ont eu lieu en 1997 dans les deux plus grands pays en transition, la Fédération de Russie et l'Ukraine. Il semble que l'économie russe ait connu son premier véritable redémarrage de la décennie – même s'il ne s'agit que d'une expansion modeste – et que la croissance devrait peu à peu s'accélérer en 1998. Dans le cas de l'Ukraine, la production a continué de baisser, mais deux fois moins vite qu'en 1996. La période de contraction devrait s'achever en 1998, mais on ne s'attend pas dans l'immédiat à une croissance annuelle positive.

52. La baisse interminable du volume des investissements est l'un des facteurs les plus révélateurs des graves difficultés auxquelles les deux pays continuent de se heurter. On estime qu'en 1997, les investissements en capital fixe ont chuté de 5 % en Fédération de Russie et de 15 % en Ukraine, du fait surtout d'une réduction considérable des dépenses publiques. En 1998, les investissements publics devraient se maintenir à leur niveau actuel. Pour que la formation de capital fixe

reprenne réellement, il faudrait qu'elle soit financée au moyen des bénéfices non distribués des sociétés ou par les marchés des capitaux. Or, une entreprise sur deux n'est pas rentable et l'endettement inter-entreprises ne cesse d'augmenter. Le fonctionnement des marchés des capitaux s'améliore, mais comme intermédiaires entre les épargnants et ceux qui investissent dans l'économie productive, les banques ne jouent encore qu'un rôle négligeable.

53. L'inflation a considérablement diminué ces dernières années, ce qui constitue un progrès notable. En 1997, les prix ont augmenté d'environ 15 % en Fédération de Russie et en Ukraine, alors qu'ils avaient grimpé de 875 % et 4 735 %, respectivement, en 1993. En Ukraine, l'inflation a baissé malgré une augmentation des coûts de l'énergie et du logement due à la réduction progressive des subventions. Par ailleurs, l'une des raisons pour lesquelles l'augmentation des prix a pu être endiguée en Fédération de Russie tient au contrôle du prix des matières premières et de l'énergie exercé par l'État.

54. La Fédération de Russie et l'Ukraine ont pratiquement cessé de recourir au financement monétaire de leur déficit budgétaire, qu'elles se sont à plusieurs reprises efforcées de réduire. Cependant, dans les deux pays, ces efforts ont provoqué une accumulation d'obligations financières non acquittées par l'État. On ne peut guère s'attendre à de nouvelles réductions des déficits budgétaires dans un avenir proche, dans la mesure où les salaires et les prestations de sécurité sociale doivent être versés; la situation budgétaire reste relativement précaire, notamment du fait des difficultés liées au mauvais recouvrement de l'impôt, qui constitue probablement l'aspect le plus décevant de l'économie en 1997. Selon le Gouvernement russe, 66 % seulement du montant des recettes fiscales prévues dans la loi de finances de 1997 avait été collecté au cours des neuf premiers mois de l'année. Les recettes de la fédération ne représentaient qu'environ 10 % du PIB, ce chiffre étant, en moyenne, plus de trois fois supérieur en Europe occidentale et environ deux fois plus élevé aux États-Unis.

55. Vu les difficultés qu'ils éprouvent à collecter l'impôt, les gouvernements des deux pays ont été contraints de réduire considérablement les dépenses prévues. Comme on l'a vu plus haut, ce sont surtout les investissements qui en ont pâti. Toutefois, grâce aux coupes budgétaires, on estime que le déficit de la Fédération de Russie a été voisin des 5 % du PIB (compte non tenu des obligations non acquittées). En Ukraine, malgré la réduction des dépenses, le déficit est passé à 6 % du PIB, contre 4,6 % en 1996.

56. La Fédération de Russie et l'Ukraine devraient se donner pour priorité absolue de porter les recettes fiscales à

un niveau plus acceptable. En effet, l'État aura des difficultés à gérer efficacement le processus de transition s'il ne se redonne pas les moyens d'obtenir des recettes. Le problème pourrait être résolu grâce aux réformes envisagées, qui prévoient l'élargissement de l'assiette fiscale, l'abaissement des taux d'imposition, la réduction du nombre d'impôts différents et la rationalisation de ceux qui subsistent, l'idée étant que les contribuables seront moins tentés de frauder le fisc si leurs obligations fiscales sont moins lourdes.

57. La nécessité de plus en plus pressante de financer les emprunts de l'État poussent les taux d'intérêt à la hausse. Jusqu'au moment de la crise financière en Asie de l'Est, les investisseurs étrangers s'étaient mis à investir de plus en plus sur les marchés des titres de la dette publique, tant en Fédération de Russie qu'en Ukraine (dans les deux pays, entre le tiers et la moitié des effets publics en circulation étaient aux mains d'investisseurs étrangers). Une telle situation rend les systèmes financiers nationaux plus vulnérables aux événements internationaux. Ainsi, en réaction aux turbulences des marchés financiers mondiaux en 1997, le rendement des bons du Trésor de la Fédération de Russie est passé de 17 à 30 %, les investisseurs étant devenus beaucoup plus circonspects sur tous les nouveaux marchés. Si les taux d'intérêt devaient continuer à augmenter, le déficit de l'État s'accroîtrait probablement et le coût du crédit, déjà prohibitif, pourrait encore s'alourdir. À leur tour, ces facteurs pourraient retarder encore la reprise de la croissance économique, saper ce qui reste de confiance aux investisseurs et mettre les finances publiques en difficulté.

## **B. Autres pays de la Communauté d'États indépendants**

58. On estime que 1997 n'a été une année de récession économique que pour 3 des 10 autres membres de la Communauté d'États indépendants (CEI), la République de Moldova, le Tadjikistan et le Turkménistan. La République de Moldova continue de souffrir du déclin de sa production industrielle, en grande partie imputable aux mauvaises récoltes de 1996 et à la persistance de difficultés liées à l'importation d'énergie. Le Tadjikistan subit les conséquences d'une guerre civile prolongée. Le Turkménistan, aux prises avec les conséquences d'une mauvaise récolte en 1996, a de surcroît vu sa production de pétrole et de gaz diminuer, du fait non seulement d'un système de transport inadéquat, mais aussi du défaut de paiement de ses clients étrangers. Toutefois, en 1998, l'économie devrait se stabiliser dans ces trois pays, voire donner des signes d'expansion.

59. Pour les autres pays – Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan et Ouzbékistan – 1997 a été une année d’expansion économique. La production industrielle a augmenté partout, sauf en Arménie où les exportations ont chuté mais où le secteur des services est très dynamique.

60. Dans l’ensemble, la stabilisation a permis de réduire les taux d’intérêt, qui avaient atteint un niveau astronomique au début de la période de transition (et ont d’ailleurs recommencé à augmenter au Bélarus), mais plusieurs pays continuent de subir de fortes pressions inflationnistes du fait d’une croissance considérable de la masse monétaire. Les taux de chômage publiés pour certains pays sont assez bas, mais on estime que la main-d’oeuvre est en fait très largement sous-utilisée.

61. Soucieux de stabiliser l’économie, les gouvernements ont commencé à réduire leur déficit budgétaire. Pour ce faire, ils ont souvent dû introduire de nouveaux codes des impôts afin d’augmenter les recettes fiscales par rapport au PIB. Dans certains pays, le déficit budgétaire a été principalement financé par des ressources étrangères. On estime que les apports extérieurs devraient couvrir la totalité du déficit en Géorgie, les trois quarts au Kazakhstan et au Tadjikistan et 40 % au Kirghizistan. Par conséquent, l’endettement vis-à-vis de l’étranger augmente rapidement et on s’attend à ce que d’ici à la fin 1997, il représente 150 % du PIB au Turkménistan, environ 100 % au Kirghizistan et de 70 à 80 % en République de Moldova et en Azerbaïdjan. L’endettement extérieur du Kazakhstan et de l’Ouzbékistan est plus modeste : il représente entre 20 et 30 % du PIB.

62. La plupart de ces pays se distinguent de la Fédération de Russie et de l’Ukraine par une très grande dépendance vis-à-vis des investissements étrangers. Les apports étrangers pourraient représenter les deux tiers, voire plus, de la formation brute de capital fixe en Arménie, en Azerbaïdjan et au Kirghizistan, plus de 30 % en Géorgie et en Ouzbékistan, près de 20 % au Turkménistan et environ 10 % en République de Moldova. À titre de comparaison, à la fin 1997, la part des investissements étrangers dans la formation de capital devrait être de 3 ou 4 % en Fédération de Russie et de moins de 1 % en Ukraine et au Bélarus.

63. La plus grande partie des apports étrangers est investie ou bien dans l’exploitation minière (surtout les métaux non-ferreux et l’or), l’extraction pétrolière et gazière et l’infrastructure, ou bien, dans le cas des pays qui ne disposent pas de telles ressources naturelles, dans l’infrastructure de transport de l’énergie et des matières premières produites et exportées par d’autres pays. Ainsi, en Géorgie, le volume des recettes en devises dépendra en grande partie des décisions

prises en matière de construction d’équipements par où les exportations d’autres pays pourront transiter. Ainsi, la construction d’un oléoduc à travers la Géorgie, par exemple, stimulerait considérablement l’économie. Cependant, les responsables doivent tenir compte du risque de «syndrome néerlandais», terme créé en référence à l’expérience des Pays-Bas, où d’importantes recettes engendrées par l’exportation de gaz ont fait grimper le cours de la monnaie nationale et faussé les prix relatifs. Un tel phénomène pourrait contrecarrer les perspectives de reprise générale et durable de la production.

### C. Europe centrale et orientale

64. Ce sont des pays d’Europe centrale et orientale qui ont, les premiers, entamé le processus de transition et relancé leur économie, suivis de près par les États baltes, qui peuvent d’ailleurs être étudiés en même temps. Du point de vue de la croissance, les États baltes figurent parmi les plus dynamiques des pays en transition, et ils devraient demeurer dans le peloton de tête si le processus de stabilisation macroéconomique et de réforme structurelle se poursuit. La situation n’est cependant pas sans présenter certains risques : ainsi, le déficit du compte des opérations courantes de l’Estonie a dépassé 10 % du PIB en 1997 et une telle situation risque de se révéler intenable. Les capitaux extérieurs qui affluent dans un petit pays peuvent rapidement atteindre un volume excessif. En fait, les systèmes financiers et les mécanismes relatifs aux taux de change sont en train de se modifier dans les pays baltes. Ainsi, la Lituanie a récemment décidé de passer d’un système de taux de change fixés par un office monétaire à un mécanisme plus souple, tout en élargissant la gamme des nouveaux instruments financiers utilisables sur son marché.

65. Pour l’ensemble de la région, la croissance économique a varié d’un pays à l’autre, certains, comme l’Albanie, la Bulgarie et la Roumanie, ayant marqué un important recul. On s’attend pourtant à ce que la production augmente dans tous les pays de la région en 1998. Le sérieux repli économique qu’a connu l’Albanie en 1997 résulte des graves troubles politiques qui ont ébranlé le pays, mais en Bulgarie et en Roumanie, le déclin de la production s’explique par la mise en train tardive des processus d’ajustement et de transition. La crise qu’a traversée la Bulgarie récemment traduit un manque de discipline monétaire et budgétaire, l’accumulation de créances irrécouvrables dans le secteur bancaire et le piétinement de la réforme des entreprises. Toutefois, grâce notamment à la création d’un office monétaire en juillet 1997, l’inflation galopante du début de

l'année a pu être jugulée. Dans le nouveau système, les taux de change ont eux aussi acquis une relative stabilité. La confiance a été rétablie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, comme l'indiquent le retour partiel des économies des particuliers dans les banques bulgares et l'augmentation du volume des investissements étrangers. En outre, le Gouvernement bulgare a opté pour un programme de privatisation accéléré. En 1997, les recettes tirées des privatisations ont été deux fois plus élevées que l'année d'avant. Pour 1998, on s'attend à ce que l'activité économique, stimulée par l'investissement et la consommation privée, retrouve un certain tonus.

66. La baisse de la production roumaine en 1997 est liée à la mise en oeuvre du programme de stabilisation économique. Le Gouvernement a opéré des amputations dans les subventions accordées, abandonné des entreprises à la faillite et libéré les prix. Il a laissé baisser les salaires réels, et les résultats des commerces de détail et du secteur des services s'en sont fortement ressentis. La consommation du secteur public a diminué, mais pas autant que celle des particuliers. Du fait de la dépréciation de la monnaie roumaine, le volume net des exportations a augmenté.

67. Même si sa production n'a pas vraiment diminué, la République tchèque a enregistré en 1997 un ralentissement économique imputable à des mesures d'ajustement dont la mise en oeuvre n'a pu être reportée du fait des pressions exercées par les marchés financiers internationaux. Grâce à l'afflux important de capitaux privés ces dernières années, il a été possible de financer sans difficulté un déficit du compte des opérations courantes qui avait atteint 8 % du PIB en 1996. Par ailleurs, la vague de privatisations n'a pas été suivie de restructurations suffisantes et le développement et la réforme du secteur financier ont piétiné. Les salaires réels ont augmenté plus vite que la productivité et les importations plus vite que les exportations, la monnaie s'étant appréciée en termes réels. Les marchés financiers internationaux étant en proie à une nervosité croissante, la couronne tchèque a essuyé d'intenses attaques spéculatives et, en mai, le Gouvernement a dû renoncer à la fixité du taux de change, laisser la couronne se déprécier, réduire les importations financées au moyen de fonds publics et appliquer un plan d'ajustement rigoureux. En été, le pays a subi l'inondation la plus grave du siècle, ce qui n'a fait qu'ajouter à la complexité de la situation. On s'attend malgré tout à ce que la croissance reprenne en 1998.

68. En Hongrie, où de nombreuses années de réforme ne se sont pas encore traduites par une expansion économique soutenue, le volume important de capitaux étrangers investis dans le pays depuis un certain temps semble finalement porter ses fruits, la production s'accéléralant dans les usines financées

totalemment ou partiellemment par des apports extérieurs. La balance commerciale du pays s'assainit et son taux de croissance, qui s'est amélioré en 1997, devrait se maintenir en 1998. D'importantes réformes fiscales sont prévues. Ainsi, le Parlement hongrois a approuvé un nouveau régime de pensions dans lequel des institutions privées viendront remplacer les caisses publiques. Les travailleurs d'aujourd'hui pourront, s'ils le décident, continuer à verser tout ou partie de leurs cotisations aux caisses publiques, mais ceux qui entreront désormais sur le marché du travail seront tenus de cotiser auprès d'une caisse privée.

69. La Pologne a été le seul pays en transition à connaître une croissance suffisamment rapide et durable pour pouvoir ramener sa production au niveau le plus élevé atteint avant l'abandon de l'économie planifiée, seuil qu'elle a franchi en 1997. Il est cependant difficile d'apprécier le sens de ce résultat, la structure de la production s'étant complètement modifiée depuis la fin des années 80. La croissance a été stimulée par une forte demande interne et externe, mais devrait ralentir en 1998 (voir tableau A.5). Les investissements en capital fixe sont désormais l'un des moteurs de la croissance et, malgré le ralentissement prévu pour 1998, leur progression devrait demeurer supérieure à 10 %. Par ailleurs, si la croissance des exportations a été rapide, surtout pour ce qui est des exportations à destination des pays d'Europe de l'Ouest, celle des importations l'a été plus encore. L'élargissement du déficit du compte des opérations courantes est devenu un sujet de préoccupation lorsque les marchés financiers ont contraint la République tchèque à modifier son taux de change, comme on l'a vu plus haut, et surtout après les inondations de juillet en Pologne, qui ont suscité de nouvelles incertitudes quant aux perspectives économiques. Toutefois, compte tenu du volume important des capitaux étrangers investis à long terme, de la baisse des taux d'inflation et de chômage, d'un déficit budgétaire modéré et de la dépréciation de la monnaie, la situation d'ensemble demeure extrêmement favorable.

70. Il apparaît donc que les pays de la région qui avaient au départ des structures économiques plus complexes et ont fait de sérieux efforts de réforme ont commencé à poser les bases d'une solide expansion; toutefois, dans ces pays comme dans ceux qui sont moins avancés sur la voie de la réforme, le taux de chômage reste très préoccupant. En République tchèque, le taux de chômage déclaré, qui n'avait pas, au départ, grimpé comme ailleurs, est passé à près de 5 % en 1997 et pourrait atteindre 6 % en 1998. Par contre, le taux de chômage a baissé en Hongrie et, surtout, en Pologne, mais on s'attend à ce qu'il reste supérieur à 10 % dans ces deux pays en 1998.

#### **IV. Pays en développement : croissance, réforme, crise financière**

71. Malgré l'apparition de crises financières, le rythme de croissance économique enregistré dans les pays en développement s'est maintenu en 1997, puisque leur PIB a augmenté en moyenne de 5,7 % (voir tableau A.6). Cela étant, la tourmente financière internationale de 1997 devrait avoir des conséquences plus lourdes en 1998, dans un nombre limité de pays en développement. En conséquence, la production de ces pays devrait tomber à 5 % en moyenne.

72. Les 95 pays faisant l'objet d'un suivi régulier ont tous connu la croissance en 1997, à l'exception de trois d'entre eux (la Jamaïque, le Maroc et la Thaïlande). Les plus pauvres – c'est-à-dire les moins avancés – ont maintenu un taux de croissance globale de plus de 4,7 %. Dans un grand nombre de pays, qui représentent pratiquement 95 % de la population totale des pays observés, le PIB par habitant a continué d'augmenter. Par ailleurs, comme en 1996, les pays dont le PIB par habitant a augmenté de 3 % ou plus représentent plus de 70 % de la population totale des pays observés (voir tableau 2).

73. En Amérique latine, la reprise constatée après la récession de 1995 s'est sensiblement raffermie, alors que les réformes économiques se sont poursuivies et que la conjoncture internationale est demeurée favorable. En Afrique, la croissance économique globale s'est ralentie en raison de mauvaises conditions météorologiques, même si, de façon générale, les pays ont continué de procéder à des ajustements macroéconomiques et à des réformes structurelles. Les pays de l'Afrique subsaharienne pris ensemble ont enregistré une croissance de près de 5 %, comme en 1996 (voir tableau A.6).

74. Malgré ces progrès, l'Afrique comme l'Amérique latine continuent de souffrir d'un taux de chômage élevé et d'une pauvreté endémique. Il semble que seule une croissance économique plus forte – une augmentation d'au moins 3 % par an du PIB par habitant – offrirait aux pays la possibilité et les moyens de lutter efficacement contre ces problèmes sociaux. En 1997, seuls huit pays d'Amérique latine (Argentine, Barbade, Chili, Guyana, Mexique, Pérou, République dominicaine et Uruguay) et 14 pays africains (Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Malawi, Maurice, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Tchad et Togo) répondaient à ce critère.

75. En Asie de l'Est et du Sud-Est, la croissance économique s'est ralentie en 1997, la région ayant été en proie à la fin de l'année à une tourmente financière qui a entravé la croissance de plusieurs pays. La Chine a toutefois maintenu

un taux de croissance élevé qui s'est accompagné d'une inflation modérée, le pays ayant suivi une politique de rigueur monétaire pendant la plus grande partie de l'année. Si la Chine reste un cas à part en ce qui concerne le taux d'augmentation du PIB, d'autres pays asiatiques, en particulier en Asie de l'Ouest et du Sud, ont enregistré une forte croissance en 1997.

76. La croissance économique de l'Asie de l'Est et du Sud devrait continuer de ralentir en 1998, malgré une accélération de la croissance des deux plus grands pays de la région, la Chine et l'Inde. L'Amérique latine aussi devrait connaître un ralentissement, car les pays qui doivent procéder à des ajustements ont été incités par la propagation des remous financiers à accélérer les réformes. En revanche, sauf problèmes météorologiques, la croissance économique devrait s'accélérer en Afrique.

Tableau 2  
**Nombre de pays en développement dont le PIB par habitant  
a augmenté de 3 % ou plus entre 1991 et 1997**

	Nombre de pays faisant l'objet d'un suivi	1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997	
		N	P	N	P	N	P	N	P	N	P	N	P	N	P
		Pays en développement, dont	95	26	44	32	45	28	49	34	72	31	69	38	74
Amérique latine	24	6	16	9	20	9	27	9	56	5	17	7	33	8	37
Afrique	38	6	8	7	12	4	12	8	11	7	13	15	27	14	33
Asie de l'Est et du Sud (Chine comprise)	18	11	59	12	58	13	62	14	93	14	93	14	94	12	90
Asie occidentale	15	3	8	4	32	2	29	3	3	5	33	3	35	3	38
Pays les moins avancés	40	5	7	9	23	8	46	11	42	12	45	12	51	14	56

Source :

Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales [les estimations et projections relatives à la population sont tirées de World Population Prospects: The 1996 Revision (Nations Unies, à paraître)].

Note :

N : Nombre de pays dont le PIB a augmenté d'au moins 3 % ; P : pourcentage de la population totale d'un groupe de pays donné vivant dans les pays du groupe dont le PIB par habitant a augmenté d'au moins 3 %.

<sup>a</sup> Parmi les 95 pays faisant régulièrement l'objet d'un suivi.

## A. L'Afrique : pourra-t-elle maintenir son rythme de croissance ?

77. De 4,4 % en 1996, la croissance économique de l'Afrique est tombée à 3 % en 1997. Le fléchissement de l'activité économique enregistré en particulier au Maroc et en Afrique du Sud, mais aussi dans d'autres pays comme le Kenya, le Malawi, la République-Unie de Tanzanie, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe, qui avaient connu une croissance relativement rapide ces dernières années, a contribué au ralentissement du taux de croissance de la région. De nombreux pays ont toutefois connu une expansion économique, qui a même été relativement forte dans plus d'un tiers des pays suivis.

78. Les deux facteurs qui avaient le plus contribué à la forte croissance enregistrée par l'Afrique en 1996, à savoir la hausse des prix du pétrole et l'amélioration de la production agricole, ont bien moins pesé dans la balance en 1997. Les prix du pétrole ont baissé et la production agricole a chuté dans de nombreux pays, notamment en Afrique du Sud, en Éthiopie et en Zambie, après des récoltes record en 1996.

79. S'il n'a que peu affecté la croissance globale du PIB, le mauvais temps a pourtant dévasté certaines régions du continent. La sécheresse et l'insuffisance des précipitations ont particulièrement touché l'Afrique du Nord et de l'Est et l'Afrique centrale. Compte tenu de l'importance de l'agriculture dans l'économie de ces régions, la diminution des récoltes a entraîné une baisse du revenu et de la consommation et un ralentissement de la croissance du secteur des industries de transformation. Au Maroc, la sécheresse a provoqué une réduction du PIB pour la quatrième fois en six ans et a obligé le pays à accroître ses importations de céréales. Cause de famine dans certaines régions d'Éthiopie – pays qui était parvenu à l'autosuffisance alimentaire en 1996 –, la sécheresse a rendu nécessaires des appels urgents à l'aide alimentaire internationale, tout comme en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda et au Soudan. Le Burundi, le Congo, la République démocratique du Congo, l'Érythrée, le Kenya et l'Ouganda ont aussi connu de graves pénuries alimentaires. Dans la partie occidentale du Sahel, des périodes de sécheresse ont nui à l'agriculture. À l'inverse, au Malawi, en Somalie et en Zambie, des pluies torrentielles et des inondations ont fortement endommagé les cultures, fait baisser la production agricole et freiné l'augmentation du PIB.

80. L'augmentation des exportations a été, dans de nombreux pays, le principal facteur de croissance du PIB. La plupart des exportateurs de pétrole ont compensé la chute des cours en augmentant le volume de production. Le raffermissement des cours des produits non pétroliers, en particulier du café, et l'augmentation des volumes d'exportation ont eu pour effet d'accroître les recettes d'exportation. L'Afrique du Sud, le Botswana, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Maroc, la Namibie, l'Ouganda, la Tunisie et le Zimbabwe ont particulièrement profité de l'essor considérable des exportations. Certains pays, comme le Ghana, ont continué d'accroître leurs exportations non traditionnelles et les recettes tirées du tourisme, ce qui leur a permis de compenser en partie la baisse des recettes d'exportation tirées des sources traditionnelles.

81. En Afrique du Sud, l'augmentation régulière des exportations, favorisée par la faiblesse du taux de change et les investissements récemment réalisés en vue de développer les capacités de production, en particulier dans le domaine de la transformation des minerais, a stimulé l'économie. Si la forte demande étrangère n'avait compensé la faible demande intérieure, le pays aurait pu plonger dans la récession. Malgré le ralentissement de la croissance enregistré en Afrique du Sud, l'expansion des investissements et des échanges avec les autres pays de la région a contribué à renforcer leur croissance économique.

82. Les investissements intérieurs, et notamment l'accroissement des investissements étrangers directs, ont fortement contribué à l'augmentation du PIB dans plusieurs pays en 1997. Les capitaux étrangers, attirés par l'amélioration de la situation économique, ont aussi afflué étant donné les possibilités créées par les programmes de privatisation que les pays de la région ont continué de développer. Depuis la dévaluation du franc CFA en 1994, la part des investissements intérieurs, très réduite au début des années 90 dans plusieurs pays de la zone franc, a augmenté. En Afrique du Sud en revanche, la croissance rapide des investissements a pris fin avec l'achèvement de plusieurs grands projets. En fait, l'utilisation de la capacité de production a même diminué en Afrique du Sud en 1996.

83. De façon générale, l'inflation a continué de ralentir, les politiques de rigueur monétaire et budgétaire ayant été maintenues. Dans plusieurs pays – l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte et la Namibie – la baisse des taux d'inflation a permis d'assouplir la politique monétaire. Dans d'autres, la hausse des prix des denrées alimentaires provoquée par la sécheresse a fait grimper l'inflation, qui a atteint des niveaux records au Kenya et en Ouganda, dépassant la barre des 10 %, alors que ces dernières années ces pays étaient parvenus à la maintenir en dessous de ce seuil. Elle est restée élevée en Angola, au

Burundi, en République démocratique du Congo et au Soudan, où des facteurs politiques ont désorganisé la production et la distribution. Le relèvement des salaires a aussi contribué à faire grimper l'inflation dans des pays comme le Bénin et le Zimbabwe, tandis qu'au Ghana elle est restée assez forte en raison de la dépréciation du taux de change et de la hausse des prix imposés du carburant et de l'électricité.

84. De manière générale, les pays africains ont continué de suivre des politiques d'austérité monétaire et budgétaire en vue d'améliorer leur équilibre macroéconomique. La plupart ont adopté des réformes économiques privilégiant la loi du marché et des politiques de libéralisation des échanges. Ainsi, le Kenya a adopté une nouvelle législation relative à la banque centrale et le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie et le Zimbabwe ont restructuré leur secteur bancaire. La privatisation des entreprises publiques a progressé dans certains pays et commencé dans d'autres. La libéralisation des échanges et des investissements s'est poursuivie. Ainsi, l'Égypte a assoupli les restrictions aux échanges et adopté une nouvelle loi sur les investissements qui prévoit des incitations fiscales, protège les droits de propriété, garantit la liberté des transferts de capitaux et met fin aux restrictions aux nouveaux investissements. Les pays africains se sont aussi attachés à valoriser leurs ressources humaines, à améliorer leurs infrastructures et à renforcer leurs institutions.

85. Dans certains pays toutefois, comme au Burundi, au Congo, au Kenya, en Ouganda, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone, l'instabilité politique et les troubles civils ont eu des répercussions néfastes sur l'économie. En Sierra Leone, la situation sociale et économique s'est brusquement détériorée à la suite du coup d'État qui, en mai 1997, a renversé le Président démocratiquement élu. Au Nigéria, la production de pétrole a pâti des troubles ethniques et des grèves. En revanche, au Libéria, le succès des élections organisées sous surveillance internationale a ouvert la voie à la reconstruction après sept ans de guerre civile.

86. L'Afrique devrait voir sa croissance remonter à 4 % environ en 1998, les facteurs météorologiques responsables du ralentissement de 1997 ne devant être que temporaires dans la plupart des pays. Le principal danger est que la demande et les prix des produits de base soient plus faibles que prévu et que les conditions climatiques soient mauvaises. Les perturbations météorologiques provoquées par El Niño augmentent le risque de précipitations insuffisantes pour la campagne 1997/98, notamment en Afrique australe. En outre, la croissance pourrait être moins forte que prévu si l'augmentation escomptée des exportations était freinée par la crise monétaire et le marasme économique des pays d'Asie



de l'Est, qui, depuis quelques années, voient leur part dans les échanges avec certains pays africains comme l'Afrique du Sud augmenter plus rapidement que n'importe quel autre groupe de pays.

## **B. L'Amérique latine et les Caraïbes : reprise et réformes**

87. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes avaient commencé en 1996 à sortir de la récession dans laquelle ils avaient plongé en 1995. La reprise s'est confirmée en 1997, puisque la région a connu une croissance d'environ 5 % et que le PIB par habitant a augmenté de 3 %. Si cette accélération de la croissance a été générale, elle a été particulièrement forte en Argentine, au Costa Rica, en El Salvador, au Mexique, au Pérou et au Venezuela. La majorité des pays a connu une croissance oscillant entre 3 % et 5 % mais l'Argentine, le Guyana, le Mexique, le Pérou et la République dominicaine ont enregistré une croissance allant de 6 % à 8 %. Cette expansion a été favorisée par la conjoncture internationale, caractérisée par l'abondance des liquidités – dans une moindre mesure lorsque les effets de la crise monétaire en Asie ont commencé à se faire sentir – et des marchés favorables aux exportations latino-américaines.

88. En Argentine et au Mexique, la croissance, stimulée au départ par les exportations et les investissements, s'est étendue à la consommation au deuxième semestre, grâce à l'augmentation des salaires. La consommation a aussi été favorisée par la baisse du chômage au Mexique et l'élargissement du crédit en Argentine. Au Brésil en revanche, l'essor de la consommation, qui avait stimulé la croissance en 1996, a commencé à ralentir au deuxième trimestre de 1997, en raison de la baisse du revenu et du resserrement de la politique monétaire, qui a encadré le crédit, sans empêcher toutefois un renforcement des investissements, en particulier dans le bâtiment. Tout comme les exportations et la production agricole, les investissements ont peu à peu favorisé la croissance.

89. Dans la sous-région andine, qui comprend le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela, l'assouplissement des politiques, et en particulier de la politique monétaire, conjugué à la hausse des exportations, a stimulé la croissance en 1997 et continuera de la soutenir en 1998. Le Pérou a de nouveau accru ses exportations non traditionnelles, comme les produits chimiques, tandis que la Colombie et le Venezuela ont essentiellement exporté des produits de base et surtout du pétrole. Au Venezuela, l'ouverture du secteur pétrolier aux investisseurs étrangers attire des capitaux importants et entraîne une augmentation

de la production. Les perturbations météorologiques provoquées par El Niño devraient s'intensifier vers la fin de l'année, touchant principalement les secteurs de la pêche et de l'agriculture.

90. Dans les Caraïbes, l'économie jamaïcaine a connu un ralentissement pour la deuxième année consécutive, en raison de la réduction massive des investissements publics, de la chute des exportations et de graves problèmes dans le secteur financier. En République dominicaine, les dépenses publiques dans les infrastructures et les investissements étrangers dans le tourisme ont été à l'origine d'une croissance florissante. À Cuba, la croissance s'est brusquement ralentie pour tomber à 2,5 % environ, en raison d'une chute de la production de sucre par rapport à l'année précédente et du tassement de l'activité touristique.

91. Haïti, pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, ne parvient pas à sortir du marasme économique. Le revenu par habitant n'a pas augmenté en 1997 et l'augmentation des dépenses publiques comme les investissements publics financés par la communauté internationale n'ont pas encore réussi à stimuler la croissance. L'impasse politique dans laquelle s'est installé Haïti a gravement entravé l'action du Gouvernement, sapant la confiance des milieux d'affaires dans l'avenir économique du pays.

92. En Amérique latine en général, les perspectives de croissance pour 1998 ont été sérieusement assombries par la crise qui a secoué les marchés financiers internationaux et les répercussions qu'elle a eues sur la région à la fin de 1997. Un brusque ralentissement des apports de capitaux en 1998 freinerait la croissance. Cela étant, l'accélération de la mise en oeuvre de mesures d'austérité destinées à gagner la confiance des investisseurs tend également à freiner la croissance, du moins de manière temporaire.

93. Les coûts externes de financement sont montés en flèche depuis le début de la crise financière internationale. Ainsi, l'écart de rendement entre les bons Brady latino-américains et les bons du Trésor américain s'est creusé de plus de 6 points de pourcentage en novembre 1997. Le Brésil a été le pays le plus directement touché. En novembre, la Banque centrale brésilienne a dépensé 10 milliards de dollars en deux semaines et pratiquement doublé les taux d'intérêt directeurs pour contrer les sorties spéculatives de capitaux. Ces mesures représentent un resserrement de la politique monétaire qui nuira aux investissements, à la production et à la consommation. En outre, le Gouvernement a annoncé au mois de novembre des mesures d'austérité budgétaire : suppression de 33 000 emplois dans le secteur public, réduction de dépenses diverses, augmentation des impôts. Ces mesures, qui devraient permettre de réduire le déficit budgétaire d'un

montant équivalant à plus de 2 % du PIB en 1998, ont entraîné une révision à la baisse de la croissance pour 1998, estimée au mieux à 1 %.

94. L'Argentine devrait également assister à un ralentissement de sa croissance, dû à la fois aux effets de contagion des perturbations financières sur les marchés internationaux et à la baisse des importations du Brésil, qui représente actuellement plus d'un quart des exportations argentines. Le Chili et la Colombie, qui ont depuis longtemps mis en place des mesures destinées à décourager les entrées de capitaux à court terme, sont jusqu'à présent plus épargnés par les crises financières.

95. Plus généralement, grâce au renforcement de la gestion des politiques macroéconomiques depuis le début des années 90, les pays de la région sont mieux à même de faire face aux crises potentielles. Le résultat le plus tangible a été le ralentissement de l'inflation, qui a baissé de près de 20 % en moyenne en 1996 à 12 % (chiffres estimatifs) en 1997, soit son niveau le plus bas depuis 50 ans. Elle devrait encore baisser en 1998 (voir tableau A.7). En Argentine, où l'inflation est tombée à son niveau le plus bas depuis des dizaines d'années, on ne constate aucun signe de surchauffe en dépit d'une croissance dynamique. Dans d'autres pays, comme le Brésil et le Chili, le maintien de taux de change forts par rapport au dollar a empêché les prix des importations d'augmenter.

96. Cela ne veut pas dire que les réformes budgétaires ont toutes mérité les applaudissements des marchés financiers. La crise observée en novembre au Brésil en est la preuve. Le principal problème des réformes budgétaires, au Venezuela comme au Brésil, réside dans le fait que des mesures structurelles urgentes, comme la réforme de la sécurité sociale et de la fonction publique, doivent encore être approuvées par le pouvoir législatif. En outre, les privatisations prévues au Venezuela piétinent. Les turbulences financières ont incité le Congrès brésilien à adopter un amendement à la Constitution permettant la réforme de la fonction publique.

97. La balance extérieure de la région reste sensible à la croissance économique. Celle-ci ayant été plus forte en 1997, le déficit de la balance des opérations courantes s'est creusé encore bien plus qu'en 1994, où il était déjà très important. Le déficit extérieur du Brésil (4,5 % du PIB) est un de ses points faibles. Le ralentissement de la croissance prévu en 1998 devrait le stabiliser.

98. La reprise économique observée dans la région depuis peu a permis de réaliser des progrès dans la lutte contre la pauvreté et le chômage et d'améliorer l'offre de services sociaux. Cela étant, le taux de chômage reste élevé en Argentine, au Brésil, en Colombie, en Équateur, au

Nicaragua, au Panama et au Venezuela. Au Mexique, il est retombé à son niveau d'avant 1994. En fin de compte, la viabilité de la reprise dépendra de la manière dont les problèmes sociaux communs à plusieurs pays d'Amérique latine seront abordés. Il n'est aucunement garanti que la société soutiendra la poursuite des réformes économiques. L'évolution récente du paysage politique, comme l'apparition d'une puissante opposition en Argentine et au Mexique, vont mettre ces questions au premier rang des priorités. Pour qu'un pays se développe, il ne suffit pas d'accroître rapidement le PIB mais il faut aussi répartir équitablement les bénéfices de la croissance.

### C. L'Asie de l'Est : enracinement de la crise financière

99. Malgré une croissance rapide et soutenue, plusieurs pays d'Asie de l'Est ont vu leur déficit extérieur se creuser ces dernières années, et s'aggraver encore récemment en raison de leur perte de compétitivité. En outre, ce déficit était en grande partie financé par des apports financiers à court terme qui, de par leur nature, sont très instables. Le secteur financier a connu un problème plus généralisé. L'inefficacité de la réglementation prudentielle et du contrôle et la faiblesse des institutions financières ont, dans un contexte d'entrées massives de capitaux, créé des bulles spéculatives dans le secteur financier, l'immobilier et le crédit dans le bâtiment. Le ralentissement de la croissance économique observé ces deux dernières années a provoqué l'éclatement de ces bulles et conduit à une crise du secteur financier. Lorsque ces problèmes se sont fait jour et qu'il est apparu que les gouvernements ne réagissaient pas avec la rapidité voulue, les investisseurs ont retiré leurs fonds pour les placer à l'étranger. Les gouvernements ont dépensé en vain des milliards de dollars pour tenter de maintenir les taux de change face à ces sorties de capitaux, ce qui n'a abouti qu'à la dépréciation brutale de plusieurs monnaies.

100. Certains pays, comme la Thaïlande, l'Indonésie et la République de Corée, se sont attaqués aux déséquilibres macroéconomiques et aux faiblesses structurelles par le biais de mesures d'ajustement draconiennes et de réformes du secteur financier, largement financées par des fonds publics sous la supervision du Fonds monétaire international (FMI). L'ajustement des prix et les réformes ont immédiatement entraîné une contraction de la croissance économique, qui à son tour a provoqué une augmentation sensible du chômage dans plusieurs pays.

101. La sécheresse, les incendies de forêts et le smog ont encore aggravé le problème, en particulier en Asie du Sud-

Est, où ils ont nui à la production agricole et à l'activité touristique. En outre, la baisse de rendement des avoirs financiers et des prix de l'immobilier pourraient décourager les investisseurs. Enfin, la brusque dépréciation des taux de change, qui stimule temporairement l'inflation, devrait aussi ralentir la hausse des salaires en valeur réelle et, partant, freiner la consommation.

102. À des degrés divers, les politiques monétaires restrictives, qui avaient au départ pour objectif de stimuler les taux de change et de contenir les effets inflationnistes de la dépréciation des monnaies, seront maintenues et freineront l'expansion de la demande intérieure. Si la dépréciation des taux de change est restée modérée à Singapour et dans la province chinoise de Taiwan, on peut s'attendre à ce que les taux d'intérêt demeurent élevés et freinent la demande intérieure. À Hong-kong (Chine), le maintien de taux d'intérêt très élevés pour défendre le rattachement de la monnaie au dollar devrait avoir des effets négatifs sur la demande.

103. La Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines, la République de Corée et la Malaisie ont mis en place des politiques d'austérité budgétaire pour réduire leur déficit budgétaire et celui de la balance des opérations courantes. De grands projets d'infrastructure et des achats de biens d'équipement supposant d'importantes importations ont été différés ou annulés. À Singapour et dans la province chinoise de Taiwan toutefois, le Gouvernement a pris des mesures de relance budgétaire en décidant d'augmenter les investissements publics dans les infrastructures.

104. Les crises de 1997 ont révélé – et, dans certains cas, exacerbé – l'extrême fragilité du secteur financier de nombreux pays de la région. Les principales exceptions sont Hong-kong (Chine), Singapour et la province chinoise de Taiwan, où les systèmes bancaires sont sains malgré un niveau élevé de crédits fonciers. Dans les pays où une grande partie de la dette à court terme est libellée en devises, comme en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines et en République de Corée, la dépréciation des taux de change a entraîné une augmentation sensible du fardeau du service de la dette, qui était déjà bien lourd.

105. Dans le cas de la Thaïlande, les conséquences de la crise ont été immédiates et radicales, la suspension d'un grand nombre de sociétés financières non solvables ayant restreint le crédit. Cela a aggravé les problèmes de liquidités des entreprises, donné un coup d'arrêt aux investissements et perturbé les opérations, avec des pertes d'emploi à la clef. Dans le cadre du programme de réforme financière, plus de la moitié des sociétés financières du pays ont fermé. En Indonésie également, le Gouvernement a fermé un certain nombre de banques insolubles.

106. En République de Corée, la dégradation de la situation financière des conglomérats, déjà surendettés, a eu un effet de contagion sur les institutions financières qui avaient récemment emprunté à court terme des capitaux étrangers pour les prêter à ces conglomérats. Au début, grâce à des prêts du Gouvernement, d'importantes liquidités ont été injectées dans le système financier, afin de gagner du temps de manière à permettre aux entreprises de restructurer leurs dettes. Cependant, le nouveau plongeon du taux de change et de la bourse en novembre 1997 et le refus des créanciers étrangers de continuer à prêter ont contraint le Gouvernement à renoncer à cette solution et à demander l'aide du FMI.

107. L'inflation devrait augmenter en 1998, la forte dépréciation des monnaies ayant des répercussions sur toute l'économie. La hausse des prix a surtout touché les importations de carburant, les biens d'équipement et les biens de consommation. Les mauvaises récoltes devraient encore aggraver la situation dans certains pays. L'inflation devrait donc augmenter fortement en Indonésie et en Thaïlande et franchir la barre des 10 %, mais devrait se maintenir à 4 % à 8 % dans la plupart des autres pays. À Hong-kong en revanche, elle devrait baisser sensiblement grâce à la politique d'encadrement du crédit mise en place, à la baisse du prix des actifs et au maintien du taux de change par rapport au dollar.

108. La dégradation des taux de change provoquée par les marchés financiers (voir tableau A.10) a aidé certains pays à redevenir compétitifs. La demande mondiale étant favorable, la région devrait accroître ses exportations, même si cette amélioration risque d'être limitée par des difficultés d'approvisionnement (en raison du resserrement du crédit et de l'augmentation du coût des importations) et par l'affaiblissement des marchés intrarégionaux d'exportation. En conséquence, en Thaïlande, l'accroissement des exportations ne devrait stimuler la croissance que de façon modérée. De même, aux Philippines, la hausse des exportations, très forte en 1997 en raison de l'augmentation de la demande, pourrait se tasser en 1998. En République de Corée, l'effet stimulateur de la dépréciation de la monnaie sur les exportations est quelque peu contré par l'affaiblissement des marchés d'exportation d'Asie du Sud-Est. En dépit de la baisse des exportations intrarégionales, les exportations devraient augmenter de manière générale et devenir le principal facteur de croissance à Singapour et à Taiwan.

109. La progression des exportations et le ralentissement des importations, dû à une contraction du revenu et à la hausse des prix des importations en monnaie locale, devraient entraîner une réduction du déficit du solde courant des pays de la région. Celui de la Thaïlande devrait être ramené à 3 % environ du PIB en 1998, contre 8 % en 1996. Le déficit de la

Malaisie, qui représentait 6 % du PIB en 1997 ne devrait plus être que de 3 % en 1998, la rigueur budgétaire et le ralentissement de la croissance devant tempérer la demande de produits importés. Les déficits moins importants de l'Indonésie, de la République de Corée et des Philippines devraient encore diminuer.

#### **D. L'Asie du Sud : vers une accélération de la croissance**

110. L'Asie du Sud a, dans une large mesure, échappé aux troubles financiers internationaux de 1997, même si la croissance de la région est tombée à 5,3 % (voir tableau A.6). La réforme économique est au premier plan des priorités des pays de la région où, sauf au Pakistan, elle est de plus en plus associée à une forte croissance. Dans certains pays, les événements politiques de 1997 ont entamé la confiance des milieux d'affaires concernant la continuité et l'application des politiques, et les gouvernements ont dû s'employer à la rétablir. Le succès remporté dans cette entreprise devrait permettre à la région de retrouver une croissance de 6 % en 1998.

111. L'Inde n'a pas connu en 1997 la croissance escomptée, en raison essentiellement de la faiblesse du secteur agricole qui, en réduisant la demande rurale, a affecté les investissements industriels. L'assouplissement de la politique monétaire décidé en 1997 devrait stimuler la demande en 1998 et, associé à l'amélioration de la production agricole, pourrait faire augmenter le PIB de 6,5 %. Toutefois, les autorités, craignant que le déficit budgétaire dépasse le plafond fixé à 4,5 % du PIB, ont annoncé en septembre 1997 des mesures d'urgence consistant à réduire les dépenses et à augmenter les impôts. Ces mesures vont contre l'effet positif des réductions d'impôts annoncées dans le budget pour l'exercice 1997-1998, et l'éventualité de nouveaux dérapages budgétaires et de mesures correctives pourrait tempérer l'optimisme des milieux d'affaires quant à l'année à venir.

112. Le Pakistan a vu sa croissance se ralentir brusquement en 1997, tombant de plus de 5 % à 3 % seulement, en raison de graves déséquilibres macroéconomiques. Son déficit budgétaire comme le déficit de sa balance des opérations courantes ont atteint plus de 6 % du PIB et l'inflation a dépassé les 10 %. Le succès des ajustements macroéconomiques est très largement fonction de la capacité du Gouvernement de réduire son déficit budgétaire. L'objectif est de le ramener à 4 % du PIB en trois ans. Pour augmenter les recettes, la stratégie consiste à élargir l'assiette fiscale et à réduire les taux d'imposition de manière à faire baisser l'évasion fiscale, l'accélération de la croissance du PIB

permettant aussi d'augmenter les recettes fiscales. D'autres mesures seront probablement adoptées au cours des trois ans à venir. La croissance devrait passer à 4 % en 1998, grâce à une hausse des investissements en capital fixe. La forte baisse des impôts et l'annonce récente d'une aide du FMI ont rassuré les milieux d'affaires.

113. Au Bangladesh, la forte augmentation de la production agricole a entraîné une hausse du PIB de plus de 5 % en 1997, malgré une croissance industrielle médiocre. En outre, les exportations ont nettement augmenté depuis 1996, année où des troubles politiques avaient gravement perturbé la production destinée à l'exportation. Du fait de l'accroissement de la production agricole, les prix des denrées alimentaires sont restés bas, ce qui a contribué à maintenir l'inflation en dessous de 4,5 %. Elle devrait toutefois être en hausse en 1998 en raison du relèvement des salaires du secteur public. Soutenue par l'augmentation des investissements étrangers dans le secteur de l'énergie, la croissance industrielle devrait reprendre. La croissance du secteur agricole, en revanche, devrait se tasser, les subventions des facteurs de production accusant une baisse alors que les prix des denrées alimentaires resteront bas. La croissance économique devrait donc se maintenir à 5 % en 1998. Les importations augmentant plus vite que les exportations en raison de l'accélération de l'activité industrielle, le déficit de la balance commerciale devrait se creuser légèrement en 1998. On peut aussi s'attendre à une dépréciation de la monnaie d'environ 8 %, les autorités cherchant à accroître la compétitivité de leurs exportations. Dans le même temps, les importants envois de fonds des émigrés contribueront à contenir le déficit de la balance des opérations courantes.

#### **E. La Chine : maintien du rythme de croissance et nouvelles réformes**

114. En 1997, la Chine a renforcé ses politiques de stabilisation macroéconomique mises en place en 1995. L'augmentation du PIB s'est légèrement ralentie (9,3 %) (voir tableau A.6) et l'inflation est tombée à moins de 4,5 % (voir tableau A.7). La politique de rigueur monétaire, assortie de mesures administratives plus directes, a été maintenue pendant la plus grande partie de l'année. Le taux de croissance des investissements en capital fixe a continué de baisser puisqu'il a été divisé par deux, tombant à 10 % seulement. De bonnes récoltes ont contribué à freiner la hausse des prix à la consommation. L'inflation étant tombée en dessous du niveau fixé par le Gouvernement et l'accroissement du PIB ayant sensiblement ralenti au troisième trimestre, la banque centrale a réduit les taux

prêteurs de 1,1 point en moyenne au mois d'octobre pour stimuler la croissance.

115. La production des entreprises publiques a continué d'augmenter plus lentement que celle des entreprises privées. Des mesures essentielles destinées à réformer le secteur des entreprises publiques et à en améliorer l'efficacité ont été décidées en septembre 1997. Elles consistent notamment à transformer la plupart des entreprises publiques en sociétés anonymes et à permettre aux entreprises déficitaires de se restructurer grâce à des fusions ou de déposer leur bilan. On peut s'attendre à des licenciements dans les entreprises qui subiront une restructuration. Cela étant, les conséquences de la réforme proposée sur le chômage et sur la stabilité sociale pourraient conduire les autorités à modérer la cadence des réformes, les entreprises publiques représentant environ deux tiers des emplois industriels. Pour atténuer les conséquences sociales des réformes, le Gouvernement a élargi son tout nouveau système de sécurité sociale, qui comprend une assurance chômage, un régime de retraite financé par des fonds publics et une assurance maladie.

116. Après un fléchissement en 1996, les recettes d'exportation auraient progressé de 16 % en 1997, tandis que la valeur des importations a augmenté de moins de 10 %. La balance des opérations courantes a donc été excédentaire de 25 milliards de dollars. Alors que les capitaux ont continué d'affluer, les réserves de devises de la Chine ont sensiblement augmenté.

117. La demande extérieure devrait baisser en 1998, ce qui devrait faire tomber le taux d'accroissement des exportations à 10 % environ (voir tableau A.8). La dépréciation récente d'autres monnaies asiatiques réduira la compétitivité de certaines exportations chinoises. En outre, la légère augmentation des importations des pays en développement d'Asie, qui représentent environ un tiers des exportations chinoises, devrait aussi limiter l'expansion des exportations. Parallèlement, la baisse des droits de douane, qui tomberont en moyenne de 23 à 17 % en octobre 1997, devrait stimuler les importations. L'excédent commercial devrait donc diminuer. Les apports de capitaux devraient également être modestes, car les investisseurs étrangers réévaluent les risques compte tenu de l'évolution de la situation et les investisseurs de la région doivent faire face à une pénurie de liquidités et à des difficultés financières.

118. En 1998, le PIB de la région devrait accuser une augmentation de 10 % environ, tandis que l'inflation devrait osciller entre 5 et 6 %, en raison essentiellement d'une plus forte demande intérieure due à la politique monétaire plus expansionniste adoptée à la fin de 1997. Cela devrait favoriser la création d'emplois et contribuer à alléger le poids

du service de la dette qui pèse sur les entreprises publiques. La politique macroéconomique expansionniste facilitera également la réforme des entreprises publiques, puisqu'il est plus facile de procéder à des ajustements dans un contexte de forte croissance.

## **F. L'Asie occidentale : vers la croissance à moyen terme**

119. En Asie occidentale, la croissance s'est raffermie en 1997, portée par l'élan fourni par la hausse des cours du pétrole et par l'augmentation des investissements privés dans les secteurs non pétroliers. La santé exceptionnelle du secteur pétrolier a rejailli sur les autres secteurs et l'augmentation des recettes pétrolières a contribué à améliorer la situation budgétaire. Elle a aussi entraîné une amélioration sensible de la balance des opérations courantes de la plupart des pays exportateurs de pétrole. Cela étant, les bienfaits de la hausse des cours du pétrole ont été en partie contrecarrés par les effets négatifs des revers essuyés par le processus de paix au Moyen-Orient sur la confiance des milieux d'affaires. Comme les retombées de la hausse des cours du pétrole enregistrée en 1996 commencent à s'estomper et que la production de pétrole a peu de chances d'augmenter rapidement, il y a fort à parier que la croissance économique de la région dans son ensemble tombe en dessous de 5 % en 1998.

120. En 1997, la reprise partielle des exportations iraqiennes de pétrole a contribué à améliorer la situation économique du pays et à faire remonter son PIB, qui est quand même resté infiniment plus faible qu'avant. La situation reste extrêmement difficile, en particulier pour les enfants. La nécessité de maintenir les sanctions décrétées par l'ONU nuit au dynamisme économique du pays et à ses échanges avec ses partenaires commerciaux de la région.

121. En Arabie saoudite, la croissance économique a ralenti en 1997 en raison de la baisse des cours du pétrole. L'augmentation récente des recettes pétrolières et les réductions de dépenses ayant entraîné une diminution considérable du déficit budgétaire et du déficit de la balance des opérations courantes, le Gouvernement se concentre désormais sur la réforme à moyen et long terme de l'économie. Les privatisations, plutôt rares ces dernières années, figureront parmi les priorités du Gouvernement.

122. En République islamique d'Iran, la charge de la dette et un taux d'inflation élevé continueront de limiter la croissance. Cela dit, l'inflation devrait se stabiliser autour de 20 %, grâce à un contrôle des prix plus rigoureux et aux efforts entrepris pour restreindre l'augmentation des

liquidités. Le nouveau Gouvernement devrait redoubler d'efforts pour encourager les investissements étrangers et tâcher de stimuler les exportations non pétrolières en assouplissant les restrictions de change. La politique stricte d'importation en vigueur actuellement va également être assouplie, ce qui devrait bénéficier à la consommation comme à la production.

123. Les pays importateurs de pétrole ont vu leur croissance économique ralentir en 1997. Elle a subi un coup de frein en Israël, dans un contexte morose marqué par le piétinement du processus de paix. Elle n'a atteint que 2 % en 1997 et le PIB par habitant a baissé après sept ans de hausse constante. Cette baisse est imputable essentiellement aux incertitudes pesant sur le processus de paix et à l'orientation restrictive de la politique économique, ainsi qu'à la compression des effectifs et à la restructuration des entreprises face à la concurrence internationale.

124. L'économie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza a brutalement fléchi en 1997 et le taux de chômage est resté très élevé, dépassant occasionnellement les 50 %, en raison surtout des bouclages répétés des territoires palestiniens par Israël. L'avenir de l'économie dépend étroitement du processus de paix et des capitaux rapatriés par les Palestiniens travaillant en Israël.

125. En Jordanie, l'activité économique s'est légèrement améliorée, puisque le PIB a augmenté de plus de 6 %, grâce à la reprise des exportations de pétrole par l'Iraq. L'intensification des échanges avec l'Iraq et les États du golfe Persique devrait favoriser les exportations mais les investissements continueront de pâtir de la précarité de la situation politique de la région.

126. La Turquie a enregistré une forte expansion économique pour la troisième année consécutive. Le PIB a augmenté en moyenne de 6 % en 1997 et devrait maintenir un bon rythme de croissance en 1998. Cette forte expansion est due surtout à la confirmation du dynamisme exceptionnel des exportations, à la reprise vigoureuse de la consommation des ménages et à une politique budgétaire expansionniste, au prix toutefois du maintien d'une forte inflation (environ 80 % par an). Des dépenses publiques importantes ont entraîné une forte aggravation du déficit budgétaire. L'échec des projets du Gouvernement devant permettre de produire des recettes, le relèvement important des salaires du secteur public (35 %) et les recettes décevantes provenant des privatisations ont propulsé le déficit à près de 10 % du PIB. Le nouveau Gouvernement, qui a pris ses fonctions à la fin du mois de juin 1997, s'est engagé à réduire les dépenses pour ramener l'inflation à 50 % d'ici à la fin de 1998.

## Notes

<sup>1</sup> Il s'agit d'une moyenne pondérée des taux de croissance de la production de 143 pays calculés sur la base des taux de change et des prix de 1993 (avec quelques légers ajustements). Il existe une autre méthode de pondération fondée sur la parité du pouvoir d'achat des monnaies nationales, qui donne un taux différent (tableau 1). Les institutions internationales sont divisées sur la question de savoir quelle méthode est préférable. On trouvera des données plus détaillées, la constitution des groupes de pays dont il est question dans le présent rapport et d'autres indications relatives à la méthodologie dans *La situation économique et sociale dans le monde, 1997* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.97.II.C.1 et rectificatifs), annexe statistique.

<sup>2</sup> Les données dont on dispose ne permettent pas d'estimer les volumes des échanges commerciaux de nombreux pays en transition; on ne peut donc rien dire de précis sur le développement des échanges commerciaux de ce groupe de pays.

<sup>3</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.97.II.C.1, et rectificatifs.

<sup>4</sup> Les données macroéconomiques fondamentales de bien des pays en transition sont elles aussi entachées d'incertitude et, plus encore que d'habitude, la prudence s'impose dans l'interprétation des estimations et prévisions se rapportant à ces pays.

## Annexe statistique

Tableau A.1

### Pays développés : taux de croissance du PIB réel, 1988-1998

(Variation annuelle en pourcentage)<sup>a</sup>

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 <sup>b</sup>	1998 <sup>c</sup>
Ensemble des pays développés	4,4	3,7	2,7	◆0,7	1,6	0,8	2,7	2,1	2,4	2,6	2½
Principaux pays industrialisés	4,5	3,7	2,7	◆0,7	1,7	0,9	2,6	2,0	2,4	2,5	2¼
Allemagne	3,7	3,3	4,7	◆1,2	2,2	-1,1	2,9	1,9	1,4	2,4	2¾
Canada	4,9	2,5	-0,2	-1,8	0,8	2,2	4,1	2,3	1,5	3,6	3¼
États-Unis	3,8	3,4	1,3	-1,0	2,7	2,3	3,5	2,0	2,4	3,7	2½
France	4,5	4,3	2,5	0,8	1,2	-1,3	2,8	2,1	1,5	2,2	3¼
Italie	3,9	2,9	2,2	1,1	0,6	-1,2	2,2	2,9	0,7	1,3	2
Japon	6,2	4,8	5,1	3,8	1,0	0,3	0,6	1,4	3,5	0,8	1¼
Royaume-Uni	5,0	2,2	0,4	-2,0	-0,5	2,1	4,3	2,7	2,4	3,5	2½
Autres pays industrialisés	3,6	3,8	2,8	0,9	1,1	0,5	3,0	2,7	2,4	2,8	3¼
Australie	3,8	4,2	1,2	-1,3	2,6	3,9	5,4	4,0	3,6	3,1	3¾
Autriche	4,1	3,8	4,3	2,8	2,1	0,4	3,1	1,8	1,2	1,8	2½
Belgique et Luxembourg	4,9	3,6	3,3	2,3	1,8	-1,2	2,3	2,0	1,5	2,3	2¾
Danemark	1,2	0,6	1,4	1,3	0,2	1,5	4,3	2,6	2,4	2,5	3
Espagne	5,1	4,8	3,7	2,3	0,7	-1,2	2,1	2,8	2,2	3,2	3½
Finlande	4,9	5,7	0,0	-7,1	-3,6	-1,2	4,4	4,3	3,7	4,6	4
Grèce	4,5	3,5	-0,6	3,5	0,4	-0,9	1,5	2,0	1,8	3,3	3½
Irlande	4,3	6,1	7,8	1,9	3,9	3,1	7,0	10,5	7,7	8,0	7
Islande	-0,1	0,3	1,3	1,1	-3,4	1,0	3,7	1,0	5,2	1,0	½
Malte	8,4	8,2	6,3	6,3	4,7	4,5	4,0	9,0	4,2	3,7	4¼
Norvège	-0,1	0,9	2,0	3,0	3,4	2,7	5,5	3,6	5,3	3,4	4¼
Nouvelle-Zélande	2,3	-0,6	0,3	-2,3	0,6	5,1	5,5	2,7	2,1	1,5	3½
Pays-Bas	2,6	4,7	4,1	2,3	2,1	0,3	2,6	2,3	3,5	3,2	3½
Portugal	4,0	4,9	4,1	2,1	4,2	7,8	1,9	2,0	3,0	3,3	3¼
Suède	2,7	2,4	1,4	-1,7	-1,4	-2,2	2,7	3,0	1,1	2,3	3
Suisse	3,1	4,4	3,7	-0,8	-0,1	-0,5	0,5	0,8	-0,2	0,7	1¾
<i>Pour mémoire :</i>											
Europe occidentale	4,0	3,4	2,9	◆0,7	1,1	-0,4	2,9	2,4	1,7	2,5	3
Union européenne (15)	4,1	3,4	2,9	◆0,7	1,1	-0,5	2,9	2,4	1,7	2,5	3
Autres pays	2,1	3,3	3,2	0,4	1,0	0,6	2,1	1,7	1,7	1,7	2¾

#### Source :

ONU, Département des affaires économiques et sociales, d'après les données publiées par le FMI dans *Statistiques financières internationales*.

◆ Indique une rupture de continuité dans la série statistique : à partir de 1991, l'Allemagne comprend les Länder (provinces) de l'Est.

<sup>a</sup> Les données concernant les groupes de pays sont des moyennes pondérées, pour chaque année, en fonction du PIB de l'année précédente, évalué aux prix et aux taux de change de 1993.

<sup>b</sup> Estimations préliminaires.

<sup>c</sup> Prévisions fondées en partie sur le projet LINK.

Tableau A.2  
Principaux pays industrialisés : indicateurs trimestriels, 1995-1997

	Trimestre, 1995				Trimestre, 1996				Trimestre, 1997		
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III
<i>Croissance du produit intérieur brut<sup>a</sup></i>											
Allemagne	1,1	3,2	-0,1	-1,2	-0,4	6,1	3,0	0,3	1,8	4,1	4,1
Canada	1,1	-0,8	2,1	0,8	1,4	1,4	3,3	2,9	3,4	4,9	4,1
États-Unis	0,4	0,7	3,8	0,3	2,0	4,7	2,1	3,8	4,9	3,3	3,3
France	2,1	0,6	0,8	-2,0	5,1	-0,5	3,1	0,6	1,2	4,1	3,6
Italie	6,1	-0,3	2,2	0,9	2,4	-3,5	2,9	-0,7	-1,1	6,7	1,6
Japon	-0,1	4,0	1,2	5,5	8,4	-1,1	-1,6	4,3	8,3	-10,6	3,1
Royaume-Uni	1,5	1,9	2,3	2,3	1,5	2,3	2,8	3,3	3,3	4,1	3,6
<b>Total</b>	<b>0,9</b>	<b>1,8</b>	<b>2,2</b>	<b>1,4</b>	<b>3,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,5</b>	<b>3,0</b>	<b>4,6</b>	<b>0,2</b>	<b>3,3</b>
<i>Taux de chômage<sup>b, c</sup></i>											
Allemagne	8,1	8,1	8,2	8,5	8,9	8,9	8,8	9,2	9,4	9,6	10,4
Canada	9,6	9,5	9,4	9,4	9,5	9,6	9,8	9,9	9,6	9,4	9,0
États-Unis	5,5	5,6	5,6	5,5		5,4	5,3	5,3	5,3	4,9	4,9
France	11,7	11,5	11,5	11,9	5,6	12,4	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5
Italie	12,2	11,9	11,9	11,9	12,0	12,0	12,0	12,0	12,2	12,5	12,1
Japon	2,9	3,1	3,2	3,3	3,3	3,5	3,3	3,3	3,3	3,5	3,4
Royaume-Uni	8,7	8,8	8,8	8,6	8,4	8,3	8,2	7,9	7,5	7,3	7,0
<b>Total</b>	<b>6,7</b>	<b>6,7</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>6,9</b>	<b>6,9</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>6,7</b>	<b>6,7</b>
<i>Hausse des prix à la consommation<sup>d</sup></i>											
Allemagne	3,2	2,1	1,7	0,0	2,5	2,1	1,4	-0,3	3,8	1,4	3,2
Canada	4,4	2,9	1,1	0,0	1,8	2,9	0,7	2,5	2,5	1,1	1,0
États-Unis	3,5	3,5	1,7	2,1	3,5	4,1	2,0	3,0	2,7	1,6	1,6
France	2,2	1,8	1,4	2,2	2,9	3,2	-1,1	1,8	2,1	0,7	0,9
Italie	7,0	6,9	4,2	4,4	4,0	5,0	0,9	2,1	2,3	2,1	-0,5
Japon	-1,8	0,8	-0,8	-0,4	-1,1	3,0	-0,8	1,1	-1,1	8,9	-1,7
Royaume-Uni	3,5	7,4	1,0	0,7	2,0	5,5	0,7	2,3	2,3	5,3	4,1
<b>Total</b>	<b>2,3</b>	<b>3,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>2,1</b>	<b>3,7</b>	<b>0,8</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	<b>3,5</b>	<b>0,9</b>

Source :

ONU, Département des affaires économiques et sociales, d'après des données provenant du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des autorités nationales.

<sup>a</sup> Variation en pourcentage des données corrigées des variations saisonnières du trimestre précédent, exprimée en taux annuel (le total est la moyenne pondérée en fonction du PIB annuel évalué aux prix et aux taux de change de 1993).

<sup>b</sup> Pourcentage de la population active totale d'après des données normalisées de l'OCDE, corrigées des variations saisonnières.

<sup>c</sup> Pour certains pays, le chiffre donné pour le troisième trimestre de 1997 est une estimation.

<sup>d</sup> Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent, exprimée en taux annuel.

Tableau A.3

**Pays développés : hausse des prix à la consommation, 1988-1998<sup>a</sup>**

(Variation annuelle en pourcentage)



	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 <sup>b</sup>	1998 <sup>c</sup>
Ensemble des pays développés	3,1	4,3	4,9	4,3	3,2	2,7	2,3	2,3	2,2	2,0	2
Principaux pays industrialisés	2,9	4,2	4,7	4,1	3,0	2,5	2,1	2,1	2,2	2,0	2
Allemagne	1,2	2,8	2,7	3,6	5,1	4,4	2,7	1,9	1,5	1,8	2
Canada	4,0	5,1	4,7	5,6	1,5	1,9	0,2	2,2	1,5	1,8	2
États-Unis	4,0	4,9	5,4	4,2	3,1	2,7	2,6	2,8	3,2	2,4	2½
France	2,8	3,4	3,4	3,2	2,4	2,1	1,7	1,7	2,1	1,3	1¼
Italie	5,1	6,2	6,5	6,3	5,1	4,5	4,0	5,3	3,9	2,1	2½
Japon	0,7	2,2	3,1	3,3	1,7	1,2	0,7	-0,1	0,2	1,3	½
Royaume-Uni	4,8	7,8	9,5	5,9	3,7	1,6	2,5	3,4	2,5	2,9	3¼
Autres pays industrialisés	4,2	5,3	6,3	5,5	4,2	3,9	3,3	3,4	2,6	1,9	2½
Australie	7,3	7,5	7,3	3,2	1,0	1,8	1,9	4,7	2,6	0,6	3¼
Autriche	1,9	2,5	3,3	3,3	4,1	3,6	3,0	2,3	1,8	1,6	2
Belgique	1,2	3,1	3,4	3,2	2,4	2,7	2,4	1,4	2,1	1,7	2
Danemark	4,6	4,7	2,7	2,4	2,1	1,3	2,0	2,0	2,2	2,3	2½
Espagne	4,8	6,8	6,7	5,9	6,0	4,6	4,8	4,6	3,6	2,0	2½
Finlande	5,1	6,6	6,2	4,1	2,6	2,2	1,1	0,9	0,6	1,1	2
Grèce	13,5	13,8	20,3	19,5	15,8	14,5	10,9	8,9	8,2	5,8	5
Irlande	2,2	4,1	3,3	3,2	3,1	1,4	2,3	2,5	1,7	1,3	1½
Islande	25,8	20,8	15,5	6,8	3,9	4,1	1,6	1,6	2,3	2,2	2½
Malte	0,9	0,8	3,0	2,5	1,7	4,1	4,2	4,0	2,6	2,8	3½
Norvège	6,7	4,5	4,2	3,4	2,3	2,3	1,5	2,5	1,2	2,7	3¼
Nouvelle-Zélande	6,4	5,7	6,0	2,6	1,0	1,4	1,7	3,8	2,6	1,7	2
Pays-Bas	0,8	1,0	2,5	3,1	3,2	2,6	2,8	2,0	2,1	2,2	2¾
Portugal	9,5	12,6	13,4	11,4	8,9	6,8	4,9	4,1	3,2	2,3	2¾
Suède	5,7	6,5	10,5	9,3	2,3	4,7	2,2	2,5	0,5	0,8	2¼
Suisse	1,9	3,2	5,4	5,8	4,1	3,4	0,8	1,8	0,9	0,6	1¼
<i>Pour mémoire :</i>											
Europe occidentale	3,2	4,7	5,3	4,9	4,3	3,6	3,0	3,0	2,4	2,0	2¼
Union européenne (15)	3,2	4,8	5,3	4,9	4,4	3,6	3,0	3,0	2,5	2,0	2¼
Autres pays	3,3	3,5	5,0	5,1	3,6	3,0	1,0	2,0	1,0	1,2	2

*Source :*

ONU, Département des affaires économiques et sociales, d'après les données publiées par le FMI dans *Statistiques financières internationales*.

<sup>a</sup> Les données concernant les groupes de pays dont des moyennes pondérées, pour chaque année, en fonction des dépenses de consommation pour l'année considérée, évaluées aux prix et aux taux de change de 1993.

<sup>b</sup> Estimations préliminaires.

<sup>c</sup> Prévisions fondées en partie sur le projet LINK.

Tableau A.4  
**Pays développés : taux de chômage, 1988-1998<sup>a</sup>**

(En pourcentage de la population active totale)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 <sup>b</sup>	1998 <sup>c</sup>
Ensemble des pays développés	6,6	6,1	6,0	6,7	7,4	8,1	7,9	7,6	7,6	7,4	7
Principaux industrialisés	6,1	5,7	5,6	6,3	6,8	7,2	7,1	6,8	6,8	6,7	6½
Allemagne <sup>d</sup>	6,2	5,6	4,9	4,2	4,6	7,9	8,4	8,2	8,9	9,6	9½
Canada	7,7	7,5	8,1	10,2	11,3	11,2	10,4	9,5	9,7	9,3	9
États-Unis	5,4	5,2	5,5	6,8	7,3	6,9	6,1	5,6	5,4	5,0	4¾
France	9,8	9,3	9,0	9,5	10,4	11,7	12,3	11,7	12,4	12,5	12¼
Italie	10,9	10,9	10,3	9,8	10,5	10,3	11,4	11,9	12,0	12,2	11¾
Japon	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3,5	3½
Royaume-Uni	8,6	7,2	6,9	8,8	10,1	10,5	9,6	8,8	8,2	7,0	6¼
Autres pays industrialisés	9,3	8,4	8,1	8,9	10,1	12,1	12,3	11,6	11,4	10,9	10½
Australie	7,2	6,1	6,9	9,5	10,7	10,8	9,7	8,5	8,6	8,5	8¼
Autriche <sup>e</sup>	5,4	4,3	4,6	5,8	6,0	6,8	6,5	6,6	7,0	7,6	7½
Belgique	9,7	8,0	7,2	7,2	7,7	8,9	10,0	9,9	9,8	9,6	9¼
Danemark	8,6	9,3	9,6	10,5	11,2	10,1	8,2	7,2	6,9	6,3	6
Espagne	19,1	16,9	15,9	16,0	18,1	22,8	24,1	22,9	22,1	20,6	20
Finlande	4,5	3,4	3,4	7,5	13,0	17,9	17,4	16,2	15,3	14,4	12½
Grèce <sup>e</sup>	7,7	7,5	7,0	7,7	8,7	9,7	9,6	10,0	10,3	10,0	9¾
Irlande	16,3	14,7	13,4	14,7	15,5	15,6	14,3	12,3	11,6	10,4	10
Islande <sup>e</sup>	0,6	1,6	1,8	1,4	3,1	4,4	4,8	5,0	4,4	4,6	4¼
Luxembourg <sup>e</sup>	1,6	1,4	1,3	1,4	1,6	2,1	2,7	2,5	2,3	2,2	2¼
Malte <sup>e</sup>	4,0	3,7	3,8	3,6	4,0	4,5	4,0	3,6	3,7	4,4	4½
Norvège	3,2	4,9	5,2	5,5	5,9	6,0	5,4	4,9	4,9	4,0	3¼
Nouvelle-Zélande	5,6	7,1	7,8	10,3	10,2	9,5	8,1	6,3	6,1	6,4	6¼
Pays-Bas	9,2	8,3	7,5	7,0	5,6	6,6	7,1	6,9	6,3	5,6	5
Portugal	5,7	5,0	4,6	4,1	4,1	5,7	7,0	7,3	7,3	7,0	7
Suède	1,6	1,4	1,5	2,7	5,8	9,5	9,8	9,2	10,0	10,3	9½
Suisse <sup>e</sup>	0,6	0,5	0,5	1,1	2,5	4,5	4,7	4,2	4,7	5,5	5¼
<i>Pour mémoire :</i>											
Europe occidentale	9,1	8,3	7,7	8,0	8,9	10,7	11,0	10,6	10,8	10,6	10¼
Union européenne (15)	9,4	8,5	7,9	8,2	9,1	10,9	11,2	10,9	11,0	10,8	10½
Autres pays	1,6	2,2	2,3	2,7	3,7	5,0	4,9	4,5	4,8	5,0	4½

Source :

ONU, Département des affaires économiques et sociales, d'après des données de l'OCDE.

<sup>a</sup> Les données sont standardisées par l'OCDE de façon à être comparables dans l'espace et dans le temps, conformément aux définitions du Bureau international du Travail (voir OCDE, *Taux de chômage normalisés : sources et méthodes*) (Paris, 1985).

<sup>b</sup> Estimations préliminaires.

<sup>c</sup> Prévisions fondées en partie sur le projet LINK.

<sup>d</sup> Jusqu'au mois de janvier 1993, les données se rapportent uniquement à l'Allemagne de l'Ouest.

<sup>e</sup> Données non normalisées : les définitions et estimations nationales ont été utilisées.

Tableau A.5  
**Pays en transition : taux de croissance du PIB réel, 1988-1998**

(Variation annuelle en pourcentage)<sup>a</sup>

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 <sup>a</sup>	1997 <sup>b</sup>	1998 <sup>c</sup>
Pays en transition <sup>d</sup>	3,0	1,4	-6,1	◆-8,1	-13,0	-9,2	-7,0	-1,1	-0,3	1,7	3¼
Europe centrale et orientale et États baltes <sup>d</sup>					-12,6	-7,6	3,6	4,7	3,9	3,1	4½
Europe centrale et orientale <sup>d</sup>	1,1	0,2	-10,0	◆-11,3	-9,5	-5,7	4,0	4,9	3,9	3,0	4½
Albanie	-1,5	9,9	-10,0	-28,0	-7,3	9,7	9,4	8,0	9,1	-10,0	2
Bulgarie	2,6	-1,9	-9,1	-11,8	-7,2	-1,5	1,8	2,1	-10,9	-5,6	3
Croatie			-7,5	-18,9	-2,0	-2,6	6,0	2,6	5,1	5,7	5½
Ex-République yougoslave de Macédoine			-10,2	-7,0	-7,9	-9,1	-1,9	-1,2	0,7	4,0	4½
Ex-Tchécoslovaquie	2,4	0,7	-1,5	-14,3	-6,6						
Hongrie	-0,1	0,7	-3,5	-11,7	-3,1	-0,6	2,9	1,5	1,3	3,6	3¼
Pologne	4,1	0,2	-11,6	-7,0	2,7	3,8	5,3	6,9	6,0	5,8	5½
République fédérale de Yougoslavie			-7,9	-11,6	-27,9	-30,8	2,7	3,8	4,4	1,0	2
République tchèque						0,5	2,7	4,8	4,1	1,4	3
Roumanie	-0,5	-5,8	-5,6	-12,9	-8,8	1,6	3,9	7,1	4,1	-2,2	7½
Slovénie			-8,1	-8,9	-5,5	2,9	5,3	4,2	3,0	4,0	4
Slovaquie						-4,0	5,1	6,7	6,9	5,8	5½
Yougoslavie	-1,6	0,6									
États baltes					-31,4	-22,3	0,2	2,1	3,5	4,6	5¼
Estonie					-14,1	-8,5	-1,8	4,2	4,1	6,0	6½
Lettonie					-34,9	-14,9	0,8	-1,0	2,9	3,8	4½
Lituanie					-34,0	-30,3	0,8	2,9	3,6	4,5	5
Ex-Union soviétique	4,5	22	-3,1	-6,2							
Communauté d'États indépendants, dont :					-13,4	-10,5	-15,3	-6,7	-4,9	-0,0	1¾
Arménie					-41,7	-8,8	5,4	6,9	5,8	6,0	7
Azerbaïdjan					-22,6	-23,1	-19,7	-11,7	1,1	5,5	7
Biélorus					-9,6	-7,7	-12,6	-10,3	2,5	5,0	4
Fédération de Russie					-14,5	-8,6	-12,8	-4,1	-5,5	0,5	1½
Géorgie					-44,9	-29,3	8,8	3,2	11,3	10,0	9
Kazakhstan					-5,3	-9,1	-12,7	-8,2	0,5	2,0	4
Kirghizistan					-13,9	-15,5	-20,1	-5,3	5,6	3,0	7
Ouzbékistan					-11,0	-2,3	-5,1	-1,2	1,6	3,2	5
République de Moldova					-29,0	-1,2	-31,2	-1,8	-8,1	-2,0	3
Tadjikistan					-31,0	-17,4	-12,6	-12,5	-16,8	-4,0	2
Turkménistan					35,7	1,4	-17,1	-10,0	0,1	-4,0	4
Ukraine					-9,9	-14,2	-22,8	-12,2	-10,0	-5,1	-1

Source :

ONU – Département des affaires économiques et sociales, et Commission économique pour l'Europe (CEE).

◆ Indique une rupture de continuité dans la série statistique.

<sup>a</sup> Les agrégats concernant les groupes de pays sont des moyennes pondérées en fonction du PIB en dollars de 1993 (pour la méthode utilisée, voir *La situation économique et sociale dans le monde, 1997* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.97.II.C.1 et rectificatifs), annexe, texte précédant les tableaux statistiques).

<sup>b</sup> Estimations partielles.

<sup>c</sup> Prévisions.

<sup>d</sup> Y compris l'ex-République démocratique allemande jusqu'en 1990.

Tableau A.6  
**Pays en développement : taux de croissance du PIB réel, 1981-1998**

(Variation annuelle en pourcentage)

	1981-1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 <sup>a</sup>	1998 <sup>b</sup>
Pays en développement <sup>c</sup> , dont :	2,4	3,3	5,1	5,2	5,6	4,6	5,7	5,7	5
Afrique	1,9	0,8	-0,3	-0,4	1,9	2,7	4,4	3,1	4
Amérique latine et Caraïbes	1,0	3,6	3,0	3,6	5,5	-0,1	3,7	5,2	3½
Asie occidentale	-2,2	-5,0	5,5	4,3	-0,9	4,1	4,8	5,9	4¾
Asie du Sud et de l'Est	7,2	6,9	7,8	7,9	8,6	8,2	7,4	6,5	6¼
Région excluant la Chine, dont :	6,6	6,2	5,6	5,9	7,0	7,3	6,5	5,2	4½
Asie de l'Est	7,1	7,2	6,0	6,5	7,6	7,6	6,6	5,2	4
Asie du Sud	5,3	2,9	4,2	3,9	5,2	6,2	6,0	5,3	6
<i>Pour mémoire :</i>									
Afrique subsaharienne (à l'exception du Nigéria et de l'Afrique du Sud)	1,7	-0,4	-1,1	-2,7	1,2	4,0	5,0	4,7	4¾
15 pays les moins avancés	2,1	-0,5	0,7	-0,8	1,7	4,7	4,9	4,7	4¾
Principaux pays en développement									
Afrique du Sud	1,5	-1,0	-2,2	1,3	2,7	3,4	3,1	2,0	3
Arabie saoudite	-2,9	6,0	3,0	1,6	-2,7	-0,2	4,0	2,4	1½
Argentine	-1,4	8,9	8,7	6,4	7,4	-4,6	4,4	7,8	4½
Brésil	1,5	0,9	-0,8	4,1	5,8	4,1	3,0	3,5	1
Chine	9,1	9,2	14,2	13,5	12,6	10,5	9,7	9,3	10
Hong-kong (Chine)	6,7	5,1	6,3	6,1	5,3	4,7	4,8	5,5	4
Inde	5,3	2,0	4,0	3,9	5,4	6,7	6,4	5,8	6½
Indonésie	5,5	7,0	6,5	6,5	7,5	8,1	7,8	6,0	3½
Iran (République islamique d')	2,8	6,0	6,0	2,6	1,8	4,2	5,0	3,5	2¼
Israël	2,8	6,2	6,6	3,4	6,6	7,1	4,5	2,0	2¾
Mexique	1,7	4,3	3,7	1,9	4,6	-6,2	5,1	6,8	5
République de Corée	9,1	9,1	5,1	5,8	8,6	8,9	7,1	6,0	3
Taiwan (province de Chine)	7,9	7,6	6,8	6,3	6,5	6,1	5,6	6,0	5½
Thaïlande	7,8	8,5	7,8	8,3	8,7	8,6	6,4	-1,5	2
Turquie	4,3	0,8	5,0	8,1	-6,1	8,0	7,0	6,0	5

*Source :*

ONU, Département des affaires économiques et sociales.

<sup>a</sup> Estimations préliminaires.

<sup>b</sup> Prévisions fondées en partie sur le projet LINK.

<sup>c</sup> Ces chiffres concernent les pays qui représentent 98 % de la population de tous les pays en développement.

Tableau A.7  
**Pays en développement : hausse des prix à la consommation, 1988-1998<sup>a</sup>**

(Variation annuelle en pourcentage)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 <sup>b</sup>	1998 <sup>c</sup>
Ensemble des pays en développement	126,9	370,6	534,4	81,6	132,9	254,1	134,6	20,9	16,6	15,1	10¾
Par région :											
Afrique	18,3	19,8	16,1	96,0	172,3	112,5	244,7	40,6	34,2	47,2	8¾
Amérique latine	363,6	1 128,6	1 679,7	210,7	354,1	757,8	326,4	23,4	19,5	12,0	8¼
Asie de l'Est et du Sud	6,3	5,9	14,8	9,5	7,2	5,7	7,1	6,8	6,2	5,7	6¾
Asie occidentale	33,0	27,7	23,9	27,9	29,0	27,0	41,6	40,7	32,9	35,6	38½
Chine	18,8	18,0	3,2	3,3	6,4	14,7	24,1	17,1	8,3	4,3	5½
Pour mémoire :											
Afrique subsaharienne	24,5	25,7	22,8	283,3	532,6	342,4	780,3	87,1	87,1	136,0	11
Pays les moins avancés	31,5	33,2	27,9	366,0	687,1	440,6	997,8	103,6	109,0	173,3	11¼

Source :

ONU, Département des affaires économiques et sociales, d'après les données publiées par le FMI dans *Statistiques financières internationales*.

<sup>a</sup> Le coefficient de pondération utilisé est le PIB en dollars de 1993.

<sup>b</sup> Estimations préliminaires d'après les données concernant une partie de l'année.

<sup>c</sup> Prévisions.

Tableau A.8  
**Commerce mondial : taux de croissance du volume des échanges, 1988-1998**

(Variation annuelle en pourcentage)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 <sup>a</sup>	1998 <sup>b</sup>
Commerce mondial <sup>c</sup>	8,0	7,0	4,7	4,7	5,5	4,3	10,2	8,8	5,3	9,4	7
Volume des exportations											
Pays développés à économie de marché, dont :	8,1	7,0	4,9	3,3	4,0	2,2	9,3	7,4	4,1	8,6	6½
Amérique du Nord	15,8	7,8	6,6	5,0	6,8	4,8	10,0	9,4	5,8	11,7	7½
Europe occidentale	6,2	7,4	4,2	2,4	3,4	♦2,2	10,6	7,5	3,9	6,7	6½
Japon	5,9	4,3	5,3	2,5	1,5	-2,4	1,7	3,3	0,7	11,6	2¾
Pays en transition	4,6	-1,4	-9,7	-18,4	8,2	—	—	—	—	—	—
Europe de l'Est	4,3	-2,9	-6,2	-9,3	-0,1	—	—	—	—	—	—
Ex-URSS	4,9	0,1	-13,0	-27,7	19,1	—	—	—	—	—	—
Pays en développement, dont :	9,2	9,5	7,2	11,1	9,6	8,8	13,5	14,8	6,5	11,1	8½
Afrique	2,7	8,0	6,9	2,3	1,0	1,8	4,6	7,8	9,4	6,6	6½
Amérique latine et Caraïbes	7,5	4,6	5,1	4,7	6,3	10,3	9,2	9,9	9,3	12,9	9¼
Asie du Sud et de l'Est	12,8	11,6	7,4	16,0	10,7	10,6	14,6	18,2	5,8	10,7	8½
Asie occidentale	5,1	9,6	5,3	3,8	11,5	6,6	8,2	5,8	8,7	6,1	6
Chine	10,0	8,8	14,3	18,4	15,8	6,8	31,0	20,7	2,1	20,7	11
Pays exportateurs de combustibles	1,6	12,2	12,2	6,9	6,9	4,0	6,0	8,9	13,5	5,6	7½
Pays non exportateurs de combustibles	9,2	9,6	6,4	13,0	10,9	8,7	14,9	18,3	5,1	12,7	9
Volume des importations											
Pays développés à économie de marché, dont :	7,3	7,0	4,5	2,6	4,4	1,5	10,9	7,5	4,7	9,2	6½
Amérique du Nord	5,1	4,3	1,3	-0,9	7,9	9,6	12,9	7,8	5,6	14,6	7¼
Europe occidentale	6,7	7,9	6,3	4,3	3,4	-2,9	9,2	6,3	4,2	6,6	6
Japon	17,9	7,9	5,7	4,0	-0,4	2,9	13,6	12,5	3,4	6,3	7
Pays en transition	-1,3	2,7	0,9	-5,6	-15,0	—	—	—	—	—	—
Europe de l'Est	3,3	0,2	-8,8	2,4	5,8	—	—	—	—	—	—
Ex-URSS	-5,8	5,3	10,6	-12,2	-35,0	—	—	—	—	—	—
Pays en développement, dont :	11,9	7,7	4,6	15,8	12,8	15,1	9,5	9,0	8,3	10,9	7¾
Afrique	6,0	0,5	3,5	-2,2	6,8	4,4	5,0	5,4	6,2	8,4	6½
Amérique latine et Caraïbes	9,6	4,9	9,4	20,8	22,5	10,8	14,4	4,2	8,4	20,3	10
Asie du Sud et de l'Est	20,3	14,8	6,4	17,1	9,6	17,3	14,9	12,5	7,7	9,7	6
Asie occidentale	-3,7	-5,4	7,2	18,8	13,7	7,4	-12,5	9,1	10,4	3,8	6¾
Chine	15,5	7,7	-16,1	21,5	23,2	36,4	9,1	0,0	11,2	14,5	15½
Pays exportateurs de combustibles	1,7	-1,5	6,9	21,0	14,1	4,3	-1,5	-3,2	11,7	16,1	8¼
Pays non exportateurs de combustibles	13,9	11,1	3,0	15,1	12,8	19,2	12,0	11,5	8,0	10,2	7½

*Source :*

Département des affaires économiques et sociales, d'après notamment les données des commissions régionales de l'ONU et du FMI.

◆ Indique une rupture de continuité dans la série statistique.

<sup>a</sup> Estimations préliminaires.

<sup>b</sup> Prévisions fondées en partie sur le projet LINK.

<sup>c</sup> Moyenne des taux de croissance du volume des échanges mondiaux.

Tableau A.9  
**Prix des produits primaires autres que les combustibles exportés  
 par des pays en développement, 1980-1997**

(Variation annuelle en pourcentage)<sup>a</sup>

	Denrées alimentaires	Boissons tropicales	Huiles végétales et graines oléagineuses	Matières premières agricoles	Minerais et métaux	Indices composites		Prix des articles manufacturés <sup>b</sup>	Prix réels des produits de base <sup>c</sup>	Pour mémoire : pétrole brut <sup>d</sup>	
						Dollars	DTS				
1980	65,5	-6,3	-13,3	10,6	11,6	27,6	27,6	11,1	14,9	21,5	
1981	-20,0	-17,8	-4,3	-12,5	-16,0	-17,0	-9,0	-6,0	-11,7	-3,5	
1982	-31,8	-5,2	-19,6	-13,4	-13,2	-21,8	-16,4	-2,1	-20,1	-7,2	
1983	5,3	4,3	18,9	6,8	7,6	6,3	9,8	-3,3	9,9	-10,3	
1984	-15,9	14,6	34,6	0,9	-7,1	-3,4	0,0	-3,4	-0,0	-2,9	
1985	-13,8	-9,1	-30,6	-9,9	-4,8	-12,3	-10,7	0,0	-12,3	-4,2	
1986	10,0	24,0	-38,0	2,0	-5,0	4,0	-10,0	19,8	-13,2	-49,9	
1987	6,4	-34,7	17,7	16,7	18,9	2,9	-6,7	12,6	-8,7	31,0	
1988	29,9	1,2	31,5	8,4	45,1	26,2	21,4	8,2	16,6	-19,7	
1989	5,9	-14,6	-11,5	0,0	0,0	0,0	4,9	-1,1	1,1	21,6	
1990	-6,2	-11,4	-12,9	4,7	-9,8	-5,9	-11,2	9,9	-14,4	28,6	
1991	-6,6	-8,1	8,1	-0,7	-9,5	-6,3	-7,4	0,0	-6,3	-16,4	
1992	-2,1	-14,0	7,5	-3,7	-3,7	-3,4	-5,7	3,0	-6,2	-1,0	
1993	0,7	6,1	0,0	-6,2	-14,7	-3,5	-2,4	-5,8	2,5	-11,4	
1994	10,1	75,0	24,4	15,7	13,6	18,0	14,8	2,1	15,6	-4,9	
1995	5,9	1,1	10,3	15,0	20,0	9,9	3,2	9,1	0,8	8,8	
1996	6,8	-15,2	-4,2	-9,9	-12,7	-4,2	1,0	-1,9	-2,4	20,1	
1997 <sup>e</sup>	-5,3	34,7	-2,2	-9,7	1,6	-0,7	3,6	6,6	6,3	-2,2	
1996	I	13,3	-22,6	-7,2	-9,6	-8,1	-1,6	2,7	0,9	-2,5	8,2
	II	14,4	-18,2	1,2	-14,3	-7,3	-0,7	7,2	-3,6	3,0	7,7
	III	4,5	-14,3	-4,8	-6,4	-20,3	-6,0	-1,4	-3,6	-2,5	27,1
	IV	-3,6	-5,5	-7,0	-10,0	-15,0	-7,5	-4,5	-4,5	-3,1	37,8
1997	I	-3,9	19,9	4,2	-9,3	-3,1	-2,3	0,0	-6,5	4,5	12,7
	II	-5,6	47,3	-3,7	-8,7	0,5	0,5	-5,4	-5,7	6,5	-6,9
	III	-6,4	36,6	-6,9	-11,1	8,2	-0,2	5,6	-7,5	7,9	-11,2

Source :

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), *Bulletin mensuel des prix des produits de base*; ONU, *Bulletin mensuel de statistiques*; et OPEP, *Bulletin statistique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole*.

<sup>a</sup> Les données trimestrielles procèdent de la comparaison avec le même trimestre de l'année précédente.

<sup>b</sup> Indice des prix des articles manufacturés exportés par les pays développés (1980 est l'année de référence jusqu'en 1987; 1990, l'année de référence ensuite).

<sup>c</sup> Indice composite des prix, en dollars, des produits de base, corrigés de l'indice des prix des produits manufacturés exportés.

<sup>d</sup> Panier de sept types de pétrole brut des pays de l'OPEP.

<sup>e</sup> Trois trimestres seulement.



Tableau A.10  
**Pays développés et en développement : taux de change effectifs réels<sup>a</sup>, 1987-1997**  
**(1990 = 100)**

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 <sup>b</sup>
<b>Pays développés</b>											
Allemagne	101,1	99,7	96,7	100,0	97,9	100,6	100,9	99,8	104,8	100,3	94,8
Canada	93,5	101,8	105,0	100,0	97,6	91,4	88,6	88,6	92,2	91,3	92,4
États-Unis	105,6	97,9	101,8	100,0	101,2	101,1	103,4	100,5	95,7	100,0	105,6
France	101,7	98,8	95,9	100,0	97,9	101,7	103,1	102,6	103,1	103,1	98,4
Italie	91,6	90,1	93,1	100,0	101,0	98,4	85,0	83,3	81,1	91,4	91,0
Japon	114,4	120,3	112,2	100,0	104,7	106,6	121,7	126,4	127,4	109,5	104,7
Royaume-Uni	93,4	100,2	98,2	100,0	102,9	99,9	91,6	92,5	89,7	92,4	106,3
<b>Pays en développement</b>											
Argentine	92,6	103,3	88,0	100,0	115,4	113,4	115,0	111,4	108,9	112,8	120,1
Brésil	61,3	67,0	82,7	100,0	80,4	73,1	82,2	94,2	100,2	98,5	104,3
Chili	105,8	98,6	101,9	100,0	106,1	113,8	113,9	113,9	120,2	126,4	135,2
Hong-kong (Chine)	91,9	93,1	98,1	100,0	103,5	106,2	111,6	114,5	112,9	120,9	130,7
Indonésie	103,7	101,8	102,8	100,0	100,9	99,6	101,5	100,3	98,7	103,2	99,1
Malaisie	118,7	106,1	103,5	100,0	98,8	106,4	109,5	106,3	106,1	111,0	110,4
Mexique	92,9	112,3	107,6	100,0	106,2	107,7	116,6	112,2	78,9	89,8	102,2
Philippines	97,9	100,0	106,1	100,0	97,0	105,7	97,4	104,3	103,4	114,5	111,1
République de Corée	88,4	96,4	107,8	100,0	97,5	88,4	85,8	84,1	85,6	88,0	85,3
Singapour	90,7	90,1	95,5	100,0	102,5	105,2	106,1	109,2	110,2	114,8	116,9
Taiwan (province de Chine)	96,9	100,5	107,0	100,0	97,4	96,0	92,8	91,1	91,6	89,9	91,1
Thaïlande	96,9	97,4	100,4	100,0	102,3	98,7	100,1	99,4	97,7	104,5	98,3
Turquie	84,3	87,2	95,4	100,0	97,1	89,1	92,6	72,8	75,6	74,2	78,0
Venezuela	119,6	135,5	117,9	100,0	99,8	100,6	104,0	109,3	139,1	119,0	138,4

Source :

Morgan Guaranty Trust Company, *World Financial Markets*.

<sup>a</sup> Évalués en fonction d'un panier de monnaies regroupant 22 monnaies de pays membres de l'OCDE et 23 monnaies de pays en développement (principalement des pays d'Asie et d'Amérique latine). Le taux de change effectif réel, qui tient compte de l'indice nominal pour les changements de prix relatifs, mesure les effets des fluctuations de la monnaie et des différentiels d'inflation sur la compétitivité des prix de la production manufacturière du pays à l'échelon international. Une hausse de l'indice indique une baisse de la compétitivité et inversement. Les changements de prix relatifs sont fondés sur des indices qui évaluent au mieux les prix des biens manufacturés finis produits dans le pays, à l'exclusion des denrées alimentaires et de l'énergie, au premier stade de la production. Les coefficients de pondération appliqués aux indices des monnaies se fondent sur la structure des échanges commerciaux bilatéraux en 1990 pour chacun des pays correspondants.

<sup>b</sup> Les données fournies ne concernent que 11 mois de l'année.